



La brochure est en ligne à :

<http://www.ocalan-books.com/#/book/la-nation-democratique>

Cette brochure a été constituée à partir de *Bir Halkı Savunmak* et du *Manifeste pour une civilisation démocratique*, volumes I, II, III et IV.

Abdullah Öcalan:

La nation démocratique

Première édition 2017

© Abdullah Öcalan

ISBN: 978-3-945326-61-9

Traduction: Initiative internationale

Pour contribuer à la traduction de cette brochure dans d'autres langues, veuillez contacter l'Initiative internationale, s.v.p.

Publié par :

International Initiative Edition

en collaboration avec Mesopotamian Publishers, Neuss

Initiative Internationale

« Liberté pour Abdullah Öcalan – Paix au Kurdistan »

P.O. Box 100511

50445 Cologne

Allemagne

www.freedom-for-ocalan.com

www.freeocalan.org

www.ocalan-books.com

La nation démocratique

Abdullah Öcalan

Sommaire

Préface	7
1. Introduction	9
2. La modernité capitaliste et la nation	13
3. La modernité démocratique	18
4. La solution démocratique	21
5. Le modèle de la nation démocratique	25
5.1 La constitution des Kurdes en tant que nation	30
5.2 La solution de l'autonomie démocratique et son établissement	33
5.3 Le KCK et les aspects d'une nation démocratique en devenir	35
1 - L'individu-citoyen libre et la vie démocratique communale	35
2 - La vie politique et l'autonomie démocratique	38
3 - La vie sociale	42
4 - La vie en partenariat libre	44
5 - L'autonomie économique	47
6 - La structure juridique	52
7 - La culture	54
8 - Le système d'auto-défense	58
9- La diplomatie	61
6. En quête d'une solution via la nation démocratique	63
7. Conclusion	65
Sur l'auteur	70
Sur l'Initiative internationale	71
Publications par Abdullah Öcalan	73
Livres	73
À paraître et à traduire	73
Brochures	73

Préface

L'Initiative internationale « Liberté pour Abdullah Öcalan – Paix au Kurdistan » a pour objectif la traduction et la publication des ouvrages d'Abdullah Öcalan dans différentes langues, ainsi que la préparation de brochures thématiques, constituées à partir des différents ouvrages. Ce travail permet de reconstituer la chaîne argumentative de l'auteur, souvent étendue à plusieurs livres, sur un sujet précis ; il est, par ailleurs, d'autant plus utile et nécessaire que certains livres d'Abdullah Öcalan n'ont pas encore été traduits. Cette brochure doit donc être considérée comme un cadre de référence ; elle ne saurait remplacer la consultation des ouvrages en eux-mêmes.

Depuis bien longtemps, les années 1980 environ, Öcalan est extrêmement critique à l'égard, non seulement du capitalisme, mais aussi des pratiques socialistes réelles. Il s'est, en particulier, intéressé à la question de la liberté de la femme et des phénomènes du pouvoir et de l'État, ainsi que de l'interdépendance de ceux-ci. Ceci l'a conduit à se livrer à une analyse historique minutieuse, visant à comprendre comment ces phénomènes ont pu se produire et se développer. Dans le cadre de cette analyse, il n'a cessé de se heurter aux concepts de la nation, de l'État et de l'État-nation. Ces phénomènes, néfastes pour n'importe quel mouvement, transforment les révolutionnaires les plus convaincus en simples praticiens du capitalisme.

Pour Abdullah Öcalan, la critique et l'autocritique ne sont pas suffisantes ; il considère qu'il est de son devoir de présenter

une alternative potentielle au mode de vie imposé aux sociétés actuelles. Par conséquent, il tente de systématiser les vies et les luttes des opprimés et exploités de l'histoire, et de proposer un modèle et un mode de vie alternatifs, en dehors de la modernité capitaliste et de la civilisation classique.

Ces brochures sont d'autant plus importantes au vu des évolutions actuelles au Kurdistan et dans l'ensemble de la région. Alors que nous sommes confrontés à la résurgence des conflits nationalistes et confessionnels dans de nombreuses zones du monde, d'une part, et aux conséquences d'un capitalisme agressif et invasif, de l'autre, les propositions d'Öcalan et les efforts concrets pour les mettre en pratique au Rojava (ouest du Kurdistan) et au Bakur (nord du Kurdistan) font figure de solution potentielle à la crise meurtrière traversée par cette région. Abdullah Öcalan en appelle à l'ensemble des populations pour construire et défendre une vie et une humanité libres.

La voix d'Öcalan a une importance considérable en tant que voix de la paix et de la raison, mais elle est trop souvent réduite au silence par son isolement total sur l'île turque d'Imrali, où il est emprisonné. Sa libération est dans l'intérêt, non seulement des Kurdes, mais de tous les peuples du Moyen-Orient.

Initiative internationale

« Liberté pour Abdullah Öcalan – Paix au Kurdistan »

I. Introduction

La lutte du PKK a, jusqu'à présent, essentiellement visé à donner de la visibilité à la question kurde. L'existence de cette question fut naturellement à l'ordre du jour de la formation du PKK, en raison de la négation de la réalité kurde alors prédominante. Le PKK tenta, au départ, d'user d'arguments idéologiques pour démontrer son existence. La poursuite, par les mouvements de gauche, de cette politique de négation, via des méthodes plus subtiles, conduisit à la fondation d'une organisation basée sur une identité et des actions distinctives.

L'État-nation turc insistait alors sur l'application de politiques traditionnelles de négation et d'annihilation et refusait de prendre en considération la possibilité d'une solution politique au conflit. Au contraire, il choisit, pour répondre aux initiatives du PKK, de mener une campagne de terreur fasciste qui conduisit au coup d'État du 12 septembre 1980. La déclaration d'une guerre populaire révolutionnaire était alors la seule option viable du point de vue du PKK. Dans de telles conditions, en effet, le mouvement n'avait que deux options : disparaître, comme les autres groupes démocratiques de gauche en Turquie, ou décider d'engager la résistance. Le facteur déterminant dans la transformation de la question kurde, qui relevait de l'identité idéologique, en une question de guerre est l'insistance avec laquelle l'État s'est obstiné à mener des politiques, auparavant dissimulées, de négation et d'annihilation à l'encontre du peuple kurde, politiques matérialisées par la terreur ouverte de la junte du 12

septembre. Si nous voulons être réalistes, c'est au sein de ce cadre qu'il nous faut analyser l'offensive du 15 août 1984. Celle-ci relevait plus d'une volonté de démonstration de l'existence du peuple kurde et de protection de cette existence, que d'un mouvement de libération. Si l'on prend ceci en compte, il faut souligner que le mouvement a rencontré un succès indéniable.

Le PKK, tout en apportant la preuve de l'existence kurde, demeura ancré dans le national-étatisme, dont la nature anti-socialiste et anti-démocratique fut, toutefois, mise au jour par la période d'autocritique qui suivit. La dissolution rapide du socialisme réel, dans les années 1990, contribua à une compréhension plus profonde des facteurs sous-jacents à cette crise, provoquée par des problématiques issues des concepts socialistes réels du pouvoir et de l'État-nation. Plus précisément, la crise du socialisme fut le résultat d'une mauvaise compréhension des questions du pouvoir et de l'État. Lorsque les contradictions inhérentes à ces deux concepts, mises en lumière de manière si édifiante par la question kurde, s'agrégèrent à la crise globale du socialisme réel, il devint indispensable de se livrer à une analyse exhaustive de la question du pouvoir et de l'État.

À cet effet, j'ai tenté, dans une partie non-négligeable de ma plaidoirie, d'analyser l'État et le pouvoir au cours de l'histoire de la civilisation. Je me suis concentré sur une présentation de la transformation des phénomènes du pouvoir et de l'État dans le contexte de la modernité capitaliste, c'est-à-dire la civilisation hégémonique actuelle. Plus précisément, j'ai défendu l'idée selon laquelle la transformation du pouvoir en État-nation était le fondement même du capitalisme. Cette thèse s'avéra importante. J'ai tenté de démontrer qu'en l'absence d'un pouvoir organisé selon le modèle de l'État-nation, le capitalisme n'aurait pu devenir le nouveau système hégémonique de notre époque. L'État-nation était, en effet, l'outil fondamental qui rendit possible l'hégémonie capitaliste. Par conséquent, j'ai souhaité prouver que le socialisme

et l'anti-capitalisme, se présentant sous la forme de « sociétés historiques », ne pouvaient être établis avec pour fondation ce même modèle de l'État, devenant ainsi des États-nations socialistes réels. L'idée selon laquelle le socialisme de Marx et Engels ne pouvait être construit qu'au moyen d'États-nations centralisés était une erreur fondamentale du socialisme scientifique, du moins ai-je tenté de le démontrer. J'ai également présenté la thèse selon laquelle le socialisme ne pouvait être construit à travers l'État, en particulier l'État-nation, et qu'au contraire, une telle entreprise finissait invariablement par provoquer des versions dégénérées du capitalisme, comme de nombreux exemples le prouvent, en particulier ceux de la Russie et de la Chine. Comme précurseur essentiel de cette thèse, j'ai analysé, au travers de l'histoire, le système de civilisation centralisée, le concept du pouvoir, ainsi que la structure de l'État et du pouvoir de la modernité capitaliste, structure prédominante et spécifique à notre époque. Ma conclusion principale fut la suivante : le socialisme ne peut avoir comme principe de base l'État-nation. Au contraire, la solution à la question nationale doit être basée sur le principe de la nation démocratique. Le KCK, ou Union des Communautés Démocratiques du Kurdistan, est l'expression pratique de ce principe.

D'une certaine manière, le Kurdistan est déjà devenu le point focal de la révolution et de la contre-révolution au vingt-et-unième siècle. Il s'agit du maillon le plus faible de la modernité capitaliste. Les problèmes nationaux et sociaux du peuple du Kurdistan se sont tellement aggravés qu'ils ne peuvent plus être dissimulés au moyen de prescriptions libérales ou de la démagogie des droits culturels et individuels. Quant à la question kurde, le national-étatisme a conduit à des pratiques destructrices, allant jusqu'au génocide culturel. Il n'est donc plus un facteur de solution au problème ; au contraire, il s'agit, depuis longtemps, de la source du problème aussi bien pour les oppresseurs que pour les opprimés. Le national-étatisme est en déliquescence et il est

même devenu un problème pour la modernité capitalisme. Les progrès de notre époque seront guidés par des développements nationaux et démocratiques plus souples ; dont la modernité démocratique représente l'expression théorique et pratique. Le KCK, instrument concret des transformations nationales démocratiques au Kurdistan, ouvre la voie vers la solution de la modernité démocratique au Moyen-Orient.

2. La modernité capitaliste et la nation

La nation, en tant que concept, succède à des entités tels que le clan, la tribu et l'aïret, reformant les liens de parenté dans le cadre de peuples et de nations, formes sociales généralement caractérisées par la présence de similitudes culturelles ou linguistiques. Les communautés nationales sont plus inclusives et ont une capacité d'accueil plus large que les clans et les communautés populaires ; pour cette raison, il s'agit de communautés humaines dont les liens mutuels sont moins resserrés. Si l'on peut en proposer une définition globale de la société nationale, phénomène de notre époque, nous dirons qu'il s'agit de la communauté de ceux qui partagent une mentalité commune. En d'autres termes, il s'agit d'un phénomène à l'existence mentale, et donc d'un phénomène abstrait et imaginé, que nous pouvons également qualifier de nation culturellement définie. Cette définition est correcte en termes sociologiques. En dépit d'origines de classes, de genre, de couleur ou ethniques et même nationales différentes, au sens le plus large, la formation d'une mentalité et d'une culture communes est suffisante pour la catégorisation en tant que nation.

Lorsqu'on affine cette définition générale de la nation, des concepts générés comme ceux de la nation étatique, de la nation juridique, de la nation économique ou de la nation militaire sont différentes catégories nationalistes utilisées pour renforcer la compréhension de cette définition globale de la nation. Elle peut aussi être qualifiée de « nation du pouvoir ». La modernité capitaliste a pour dessein fondamental la création d'une nation forte ;

en effet, une nation forte produit du privilège de capital, un marché exhaustif, des opportunités coloniales et un terrain propice à l'impérialisme. Il est, par conséquent, important de refuser ces versions strictes de la nation comme le seul modèle national possible. Ces nations du pouvoir sont, en effet, des nations au service du capital, ce qui en fait des sources de problèmes globaux.

L'association du pouvoir et de l'État à la nation est le problème principal de la modernité. Lorsque nous comparons les problèmes de notre époque moderne avec les problèmes des dictatures et des États dynastiques d'antan, nous voyons que ces problèmes découlent de la nation étatique, qui nous sépare de ces époques antérieures. L'État-nation, sujet complexe du point de vue des sciences sociales, est pourtant présenté comme une baguette magique servant à résoudre tous les problèmes de la modernité, alors qu'il ne fait, en réalité, que multiplier les problèmes sociaux en diffusant l'appareil du pouvoir au sein des moindres ramifications des sociétés. Le pouvoir en lui-même crée des problèmes. Il génère des problèmes sociaux en raison du caractère du capital organisé par la force, conduisant à l'oppression et à l'exploitation. La société nationale homogène, amputée du pouvoir mais chargée de violence, à laquelle tend l'État-nation ne peut construire que des citoyens artificiellement égaux sur un plan supposé juridique. Ces citoyens sont peut-être égaux aux yeux de la loi, mais ils subissent des inégalités maximales sur les plans individuels et collectifs.

Lorsque nous analysons la théorie de la nation, nous devons également proposer une lecture critique de la sacralisation et de la déification de celle-ci. La modernité capitaliste a remplacé la religion et les dieux traditionnels par la construction d'un État-nation déifié. Si nous interprétons le nationalisme comme la religion de l'État-nation, nous percevons alors l'État-nation lui-même comme étant le Dieu de cette religion. L'État a été construit à l'époque de la modernité afin d'incorporer l'es-

sence des concepts médiévaux et même antiques de la divinité. Le phénomène que nous appelons « État laïc » n'est autre que la construction des divinités médiévales et antiques sous une forme étatique, absolument ou en essence. Ne nous méprenons pas sur ce point. Une fois grattés le vernis laïc de l'État-nation moderne, nous sommes confrontés à l'État de droit divin de l'Antiquité et de l'époque médiévale. Il existe une corrélation marquée entre l'État et le divin. De même, il y a une relation forte entre le monarque de l'Antiquité et de l'époque médiévale et le concept de Dieu. Après l'époque médiévale, lorsque le souverain perdit de son importance, à la fois en tant qu'individu et en tant qu'élément au sein d'un système monarchique en cours d'institutionnalisation et de transition vers un État national, le dieu-monarque fut remplacé par le dieu de l'État-nation. Ainsi, l'idéologie hégémonique de la modernité capitaliste, qui rend possible la maximalisation des profits, sous-tend la sacralisation de concepts tels que le pays, la nation et le marché, associés à une sacralisation similaire des institutions de l'État-nation. La loi du profit maximal devient plus légitime dès que les concepts liés à la nation sont transformés en religion par l'idéologie hégémonique et ainsi légitimés.

À notre époque, l'utilisation de symboles de l'État-nation et de slogans fondamentaux tels que « un drapeau », « une langue », « un pays », « un État » ou encore « État unitaire », ainsi que l'expression du chauvinisme national sont montés en épingle et transformés en rituels à la moindre opportunité, en particulier au cours d'évènements sportifs ou d'activités artistiques, interprétés comme moyens de vénérer la religion nationaliste. Aux époques précédentes, la pratique de l'adoration servait le même but. L'objectif principal est ici de valider les intérêts de monopoles de pouvoir et d'exploitation soit par leur dissimulation, soit par leur légitimation. Nous serons mieux à même de comprendre la vérité de la réalité sociale une fois que nous aurons interprétés, d'après

ce paradigme fondamental, toute les approches et pratiques servant à cacher ou à exagérer toutes les choses liées de près ou de loin à l'État-nation.

L'organisation de la modernité capitaliste en tant qu'État-nation joue un rôle bien plus répressif et exploiteur que son organisation en monopole économique. L'incapacité du marxisme, et de la sociologie en général, à faire le lien entre État-nation et oppression et exploitation, ou sa présentation de l'État-nation comme institution ordinaire de la superstructure, est une erreur fondamentale. Lorsqu'une analyse des classes et du capital matériel est effectuée sans que l'État-nation n'y soit inclus, la conséquence en est une généralisation abstraite et obsolète qui ne peut produire de résultats sociaux utiles. Ce type d'abstractions soutend l'échec du socialisme réel.

L'association de toute solution aux problèmes sociaux et nationaux à l'État-nation est l'aspect le plus tyrannique de la modernité. Si l'on s'attend à ce qu'un outil source de problèmes soit aussi source de solutions, nous allons vers une augmentation de ces problèmes et un chaos sociétal. Le capitalisme est, en soi, la crise civilisationnelle la plus profonde. L'État-nation, instrument de cette crise, est l'organisation de violence la plus développée de l'histoire sociale. Il s'agit de la société assiégée par la violence du pouvoir ; il s'agit de l'outil utilisé pour maintenir de force la société et l'environnement en un morceau après qu'ils aient été désintégréés par la loi capitaliste et industrialiste du profit maximal. Sa violence excessive est due à la tendance du système capitaliste à rechercher sans relâche le profit maximal et l'accumulation ininterrompue ; sans une organisation de la violence telle que l'État-nation, les lois de l'accumulation capitaliste ne pourraient opérer et l'industrialisation ne pourrait se maintenir. La société et l'environnement sont au bord de la désagrégation totale, en cette époque du capitalisme financier mondialisé. Les crises, cycliques à l'origine, ont à présent acquis un caractère permanent

et structurel. Dans ces circonstances, l'État-nation est lui-même devenu un obstacle, paralysant l'ensemble du système. Même le capitalisme, système en crise s'il en est, a fait de la disparition de l'État-nation sa priorité. La souveraineté de l'État-nation est non seulement la cause de problèmes sociétaux, mais aussi le principal obstacle à leur résolution.

La théorie de la modernité démocratique est, en revanche, non seulement critique de l'économie politique du capitalisme, mais aussi de sa systématique complète. Elle critique sa relation avec l'histoire civilisationnelle comme système hégémonique ; les changements qu'elle a provoqués au sein de la ville, des classes et de l'État, et les éléments autour desquels elle a construit sa modernité afin de dissimuler ce qu'elle est réellement. La modernité capitaliste légitime continuellement sa propre existence à travers l'hégémonie idéologique qu'elle a établi sur la science, la philosophie et les arts. En instrumentalisant ces domaines de pensée fondamentaux et en les vidant de leur contenu, elle participe à la destruction de la société.

3. La modernité démocratique

La modernité démocratique est la forme de modernité alternative de la nation démocratique. Une économie libérée des monopoles, une écologie en harmonie avec l'environnement et une technologie compatible avec la nature et l'humanité, telles sont les bases institutionnelles de la modernité démocratique et donc, de la nation démocratique. La modernité démocratique, depuis la formation de la civilisation officielle, a toujours existé en dichotomie avec celle-ci, comme son contrepoint. Ce n'est pas moi qui l'invente ou la découvre ; elle a toujours existé partout où a existé la civilisation officielle. J'essaye, en revanche, d'esquisser, à grands traits, les fondements d'une reconnaissance de cette forme autre de la modernité et d'expliquer ses aspects principaux. J'essaye aussi de comprendre et définir les formes de son esprit fondamental, de ses structures et de sa société. Il n'y a rien d'étonnant dans l'idée que, selon un processus dialectique, il existe un contrepoint à la civilisation, partout où elle a existé, et en dépit de sa supposée singularité. Bien au contraire, il est plus étonnant de constater l'absence d'un raisonnement systématique quant à cet équivalent des plus naturels de la méthode dialectique.

La modernité démocratique, en dépit de ses variations de formes selon les époques, a toujours existé ; il s'agit d'une réalité qui possède sa propre contre-histoire, remontant aux origines de la civilisation. Cette histoire rend compte du système d'histoire universelle se trouvant en dehors des forces de la tyrannie et de l'exploitation. La réalité kurde représente une culture ayant subi

les traumatismes les plus sévères de la part des forces civilisationnelles, une culture attaquée par des forces désireuses de l'exterminer. Par conséquent, celle-ci ne peut accomplir son existence qu'à travers une civilisation située en dehors de la civilisation de classes traditionnelle : la civilisation socialiste et démocratique. Si l'on veut écrire une histoire kurde qui ait du sens, c'est dans ce cadre qu'il faut le faire. L'expression actuelle de cette histoire est la modernité démocratique.

Pour répondre à la méthodologie universaliste, linéaire, progressiviste et déterministe déployée par l'État-nation moderne, soit une approche méthodologique fermée aux probabilités et aux alternatives et destinée à accomplir l'homogénéisation et la grégarisation de la société, la modernité démocratique emploie des méthodes pluralistes, probabilistes, ouvertes aux alternatives et à même de rendre la société démocratique manifeste. Elle développe son alternative à travers ses propriétés d'ouverture à différentes formations politiques, de multiculturalisme, de refus des monopoles, d'écologie et de féminisme, créant une structure économique ancrée dans la satisfaction des besoins fondamentaux de la société et mise au service de la communauté. Face à l'État-nation de la modernité capitaliste, le confédéralisme démocratique est l'alternative politique de la modernité démocratique.

Le confédéralisme démocratique est le format politique essentiel de la modernité démocratique. Il joue un rôle crucial dans le travail de reconstruction à effectuer et il s'agit de l'outil le plus adéquat pour l'avènement d'une résolution des conflits par la politique démocratique. Le confédéralisme démocratique offre l'option de la nation démocratique comme outil fondamental de résolution des problèmes ethniques, religieux, urbains, locaux, régionaux et nationaux provoqués par le modèle social monolithique, homogène, monochrome et fasciste mis en place par l'État-nation de la modernité. Au sein de la nation démocratique, chaque ethnie, croyance religieuse, ville et entité locale, régionale

et nationale a le droit de participer avec ses propres identités et structures fédérées et démocratiques.

4. La solution démocratique

Les tentatives de résolution des problèmes nationaux provoqués par la modernité capitaliste au moyen de mentalités national-étatistes et nationalistes ont toujours existé. L'État-nation lui-même a été présenté comme le principal acteur de résolution de ces problèmes. Afin de bien comprendre l'État-nation, il faut analyser sa place au sein du système hégémonique et ses liens avec le capitalisme et l'industrialisme. L'analyse inadéquate de la question de l'État proposée par l'idéologie socialiste n'a fait qu'obscurcir la question, tandis que la vision d'un État pour chaque nation, dans le cadre du droit à l'auto-détermination, joua un rôle majeur dans l'aggravation de celle-ci.

Ma plaidoirie vise, en essence, à étudier la réalité kurde et l'existence du peuple kurde en lien avec la civilisation et la modernité. L'objectif est d'expliquer la responsabilité première du capitalisme dans le développement de la question kurde, et de séparer, pour la première fois, l'essence démocratique de la solution du national-étatisme. Cette approche constitue l'essence de la transformation qui a eu lieu au sein du PKK. Cette plaidoirie explique la différence entre les formes de résolutions étatistes et démocratiques, question qui attend, depuis la formation du PKK, d'être clarifiée. C'est, en effet, sur ce point que cette résolution démocratique diffère du socialisme réel et de la doctrine marxiste-léniniste classique qui le sous-tend. Elle extrait le droit des nations à l'auto-détermination de son enclos de droit bourgeois, et l'inclut au sein de la démocratie sociétale. En d'autres

termes, la question kurde peut être résolue sans être contaminée par l'étatisme, sans graviter autour d'une quête national-étatiste et sans être forcée à des modes de résolution de ce type. Elle peut être résolue au sein de modèles sociétaux de gouvernance démocratique. Ceci est l'essence de la transformation du PKK.

Le modèle de la résolution démocratique n'est pas une option parmi tant d'autres, il s'agit de la méthode principale pour parvenir à une solution. La résolution démocratique renvoie à une recherche de démocratisation de la société en dehors de l'État-nation. En tant que concept, elle considère l'État-nation et le capitalisme comme sources de problèmes exponentiels, et non comme des solutions aux problèmes sociaux. Il ne faut pas voir dans le modèle de la résolution démocratique un État-nation unitaire sous forme fédérale ou confédérale. L'État-nation fédéral ou confédéral n'est pas la résolution démocratique. Ce sont des solutions qui s'appuient sur différentes formes de l'État, mais ne font qu'aggraver le problème. Peut-être que la transformation d'un État-nation rigide et centralisé en formes fédérales ou confédérales au sein de la mentalité du système capitaliste est susceptible d'améliorer les difficultés et de permettre l'émergence de solutions partielles, mais elle ne peut aboutir à des solutions exhaustives. Les formes fédérales et confédérales peuvent être déployées comme passerelles possibles entre des forces national-étatistes et des forces partisans d'une résolution démocratique. Toutefois, il ne faut pas en attendre une solution durable, au risque d'être déçu à nouveau ; nous avons vu, en effet, les États socialistes réels, issus de mouvements de libération nationale, se transformer en vulgaires États-nations à la sauce gauchiste.

Il est important de remarquer que la méthode de la résolution démocratique n'est pas complètement indépendante de l'État-nation. La démocratie et l'État-nation peuvent jouer le rôle de deux autorités juxtaposées sous un même toit politique, chacune dirigeant des domaines déterminés par une constitution démocratique.

tique. La transformation positive de l'État-nation est liée de près au développement de la démocratisation, de la gouvernance autonome et démocratique, de la construction de la nation démocratique, de la démocratie locale et d'une culture démocratique dans toutes les sphères sociales.

Le KCK doit être considéré comme la manifestation d'une transformation radicale dans la résolution de la question nationale, car il représente l'interprétation démocratique et non-étatiste du droit des nations à l'auto-détermination appliquée à la question kurde. Le KCK est l'expression concrète de la résolution démocratique de la question kurde et diffère des approches traditionnelles. La solution n'est pas de s'octroyer une partie de l'État, pas plus qu'elle ne réside dans la quête d'un État, même en termes d'une autonomie pour les Kurdes. Elle ne vise pas à un État fédéral ou confédéral et ne considère même pas ce type d'entité comme une solution. Sa demande principale vis-à-vis de l'État est une reconnaissance du droit du peuple kurde à l'auto-gouvernance et la levée des obstacles sur le chemin de la constitution par le peuple kurde d'une nation démocratique. La résolution démocratique ne peut être développée par des États ou des gouvernements ; les forces sociétales sont les seules responsables de cette tâche. Elles doivent trouver un compromis avec l'État ou le gouvernement via une constitution démocratique, et le partage de la gouvernance entre les forces sociétales démocratiques et les forces du gouvernement ou de l'État doit être déterminé par cette constitution.

En essence, la résolution démocratique renvoie à l'existence d'une nation démocratique et de la société construite en entité nationale démocratique. Elle ne réside pas dans le fait de devenir une nation ou, au contraire, de cesser d'en être une à travers l'État ; il s'agit de la capacité à utiliser le droit de la société à s'auto-construire en nation démocratique. À ce stade, il nous faut créer une définition nouvelle de la nation. L'absence d'une

définition unique de la nation est un point notable que j'ai évoqué ci-dessus. La nation démocratique, quant à elle, est la société commune formée par le libre arbitre d'individus et de communautés libres. Le facteur unificateur de la nation démocratique est le libre arbitre du peuple et des groupes qui décident d'appartenir à cette nation. L'interprétation qui unit la nation à une langue, une culture, une histoire ou un marché communs est l'apanage des nations étatiques et ne peut être généralisée à l'ensemble des définitions de la nation. Cette vision particulière de la nation, également reconnue par le socialisme réel et adaptée par Staline à la Russie soviétique, est le contraire d'une nation démocratique ; il s'agit d'ailleurs d'une des raisons principales de la dissolution de l'URSS. Si cette définition de la nation, marquée par l'absolutisme de la modernité capitaliste, n'est pas mise de côté, la recherche d'une solution aux problèmes nationaux finira toujours dans une impasse. Le fait que les problèmes nationaux n'aient cessé, au cours des trois derniers siècles, de persister est lié de près à cette définition inadaptée et absolue.

5. Le modèle de la nation démocratique

Le modèle de l'État-nation représente avant tout un piège pour les sociétés, qu'il enferme dans un réseau d'oppression et d'exploitation. Le concept de nation démocratique inverse cette définition. La nation démocratique n'est pas liée à des frontières politiques rigides, à l'existence d'une langue, d'une culture, d'une religion et d'une interprétation de l'histoire uniques ; au contraire, elle incarne la pluralité des communautés ainsi que la coexistence solidaire de citoyens libres et égaux. La nation démocratique permet aux populations elles-mêmes de former une nation, sans s'appuyer sur le pouvoir de l'État, mais grâce à une politisation de bon aloi. Elle vise à prouver que même en l'absence d'État ou de pouvoir, une nation peut être créée par la politisation et posséder des institutions autonomes dans les sphères sociales, diplomatiques et culturelles, ainsi que dans les domaines de l'économie, de la loi et de l'auto-défense, se construisant effectivement en tant que nation.

Seul un tel modèle de la nation peut mener à une société démocratique. La société de l'État-nation est, de par sa nature même, fermée à la démocratie. L'État-nation ne représente pas une réalité locale ni universelle ; au contraire, il désavoue l'universalité et la localité. La citoyenneté d'une société uniformisée représente la mort de l'humain. La nation démocratique, quant à elle, rend possible la reconstruction de l'universalité et de la localité. Elle permet à la réalité sociétale de s'exprimer. Quant aux autres définitions de la nation, elles naviguent entre ces deux modèles principaux.

Bien qu'il y ait un large éventail de définition des modèles de construction de la nation, une définition globale est également possible ; cette définition s'effectue en lien avec l'esprit, la conscience et la croyance de la nation. Dans ce cas, la nation est une communauté de personnes qui partagent un esprit commun. Dans une telle définition de la nation, la langue, la religion, la culture, le marché, l'histoire et les frontières politiques jouent un rôle corporel et non-décisif. La définition de la nation comme forme d'esprit la dote d'un caractère dynamique. Tandis que dans les nations étatiques, le nationalisme laisse son empreinte sur l'esprit commun, dans une nation démocratique, cette empreinte est remplacée par celle de la conscience de la liberté et de la solidarité. Cependant, une définition de la nation fondée uniquement sur l'esprit serait incomplète ; tout comme l'esprit, les nations ne peuvent fonctionner sans corps. Le corps des nations à l'esprit nationaliste est l'institution étatique, ce qui conduit à l'appellation de nations étatiques. Lorsque les institutions économiques et juridiques l'y emportent sur les autres, ces nations peuvent être différenciées et catégorisées en nations de marché ou nations juridiques.

Les nations dont l'esprit est fondé sur la liberté et la solidarité sont l'exemple de l'autonomie démocratique. L'autonomie démocratique dénote, en essence, l'auto-gouvernance de communautés et d'individus qui partagent un esprit commun selon leur propre libre arbitre. On peut aussi qualifier ce concept d'autorité ou de gouvernance démocratique. Cette définition est ouverte à l'universalité. Un modèle de la nation dérivé de la nation culturelle, mais qui exclut l'oppression et l'exploitation, est un modèle de nation démocratique. La nation démocratique est la plus proche des valeurs de liberté et d'égalité ; en accord avec cette définition, il s'agit de l'interprétation idéale de la nation offerte aux communautés qui luttent pour ces valeurs.

La modernité capitaliste et la sociologie inspirée par celle-ci n'ont pas traité le concept de la nation démocratique en raison

de leur hégémonie structurelle et idéologique. La nation démocratique ne se satisfait pas d'une culture et d'un esprit communs, cette nation unifie et gouverne tous ses membres au sein d'institutions démocratiques et autonomes ; il s'agit là de sa caractéristique principale. Le mode de gouvernance autonome et démocratique est la condition première pour devenir une nation démocratique. À cet égard, il s'agit d'une alternative à l'État-nation. La gouvernance démocratique, au contraire de la gouvernance étatique, représente une opportunité significative pour faire avancer la liberté et l'égalité. La sociologie libérale renvoie la nation soit à un État déjà établi, soit à un mouvement visant à établir un État. Les ambitions étatiques du socialisme démontrent, à cet égard, la force de cette idéologie libérale.

Un pays et un marché communs sont généralement présentés comme préconditions à l'émergence de sociétés nationales ; toutefois, il s'agit là de composantes matérielles, qui ne sauraient être considérées comme caractéristiques déterminantes de la nation. La nation démocratique interprète les concepts de pays et de marché différemment. La nation démocratique accorde de la valeur à la patrie car il s'agit d'une opportunité de développement de la culture et de l'esprit nationaux ; une culture et un esprit oublieux de la patrie sont inenvisageables. Cependant, il ne nous faut pas oublier que la fétichisation capitaliste du concept de pays-patrie est motivée par le profit. Il est également important de ne pas exagérer ce concept ; des slogans tels que « tout pour la patrie » dérivent d'une interprétation fasciste de la nation. Il est plus significatif de tout donner pour une société libre et une nation démocratique, qui ne doivent pas non plus être fétichisés pour autant. L'important est la valeur accordée à la vie. La patrie n'est pas un idéal ; il s'agit seulement d'un outil pour la vie de l'individu et de la nation. Tandis que les nations étatiques visent à la formation de sociétés homogénéisées, la nation démocratique est principalement constituée de différentes collectivités. Elle voit

dans la diversité une richesse, la vie elle-même n'est possible que dans la diversité. L'État-nation impose une uniformisation forcée à ses citoyens ; à cet égard, il est contraire à la vie. Le but ultime est la création d'un humain robotique. En ce sens, il nous conduit au néant. Le citoyen, membre d'une nation démocratique, est différent. Cette différence est due aux communautés diverses incarnées par cette nation. Les entités tribales sont, par exemple, une source de force pour la nation démocratique.

Bien que la langue soit aussi importante que la culture dans la création d'une nation, il ne s'agit pas d'un prérequis. L'existence de langues différentes ne représente pas un obstacle au sentiment d'appartenance à une nation commune. Toutes les nations n'ont pas besoin d'un État, et toutes les nations n'ont pas vocation à avoir une langue ou un dialecte uniques. Bien qu'une langue nationale soit nécessaire, il ne s'agit pas d'une condition indispensable. La nation démocratique peut considérer l'existence de différentes langues comme une richesse. L'État-nation, en revanche, est fondé sur l'imposition stricte d'une langue unique, ne donnant pas aisément au multilinguisme, en particulier officiel, une chance dans la pratique. À cet égard, il tente de profiter des privilèges attachés à la nation dominante.

Lorsque les nations démocratiques sont incapables de se développer et le national-étatisme ne parvient pas à résoudre les problèmes existants, il est possible de tenter de trouver un compromis autour du concept de nation juridique ; c'est ce qui est généralement envisagé lorsque l'on parle de « citoyenneté constitutionnelle ». Une citoyenneté juridique garantie par la constitution ne discrimine pas sur la base de l'ethnie ni de la nationalité. Ces caractéristiques ne sont pas à la base de l'octroi de droits supplémentaires. À cet égard, la « nation juridique » est une catégorie en plein développement, en particulier au sein des nations européennes, qui effectuent la transition de nations de nationalités à des nations juridiques. Dans les nations démocratiques, la

gouvernance autonome est fondamentale ; dans une nation juridique, les droits sont fondamentaux. Quant à l'État-nation, la loi décisive y est la loi du pouvoir. L'esprit de la « nation-armée » produit le type de nation le plus dangereux lorsqu'il est institutionnalisé. Bien qu'il semble constituer une nation forte, il s'agit, en réalité, du type de nation le plus difficile à vivre, doté d'un esprit se prêtant à l'imposition de devoirs forcés et menant tout droit au fascisme. La nation économique est une catégorie similaire à celle de l'État-nation. Cette interprétation de la nation, visible dans des pays tels que les États-Unis, le Japon et même l'Allemagne, au sein de laquelle l'économie joue un rôle de premier plan, était prédominante en Europe dans le passé. Il y a eu, à Cuba, une tentative de créer une nation socialiste, mais celle-ci ne peut être considérée comme très réussie. Il s'agit aussi de l'exemple d'une nation selon la formule socialiste réelle de l'État-nation : au lieu d'un État-nation constitué de capitaux privés, il s'agit d'un État-nation constitué de capitaux étatiques.

La nation démocratique est le modèle de nation le moins exposé aux maux de l'État-nation. Elle ne sacralise pas son gouvernement ; la gouvernance y est un simple phénomène mis au service de la vie quotidienne. Toute personne remplissant les conditions requises peut y devenir fonctionnaire et gouverner. Le leadership a une valeur, mais celle-ci ne doit pas être sacralisée. Son interprétation de l'identité nationale n'est pas fixe, comme s'il s'agissait de la croyance ou de l'appartenance à une religion ; au contraire, elle est ouverte aux possibles. L'appartenance à une nation n'est ni un défaut, ni un privilège. Plus précisément, il est possible d'appartenir à différentes nationalités qui s'entrecroisent. Si une nation juridique et une nation démocratique parviennent à un compromis, elles peuvent coexister sans heurts. La patrie, le drapeau et la langue sont des caractéristiques de valeur, mais ces valeurs ne sont pas sacrées. Il est non seulement possible, mais nécessaire à la vie historique et sociétale d'évoluer de manière amicale dans

un mélange de pays, de langues et de drapeaux communs. Dotée de ces caractéristiques, la nation démocratique prend, encore aujourd'hui, une place de choix dans l'histoire en tant qu'alternative robuste au national-étatisme, machine de guerre infernale de la modernité capitaliste.

Le modèle de la nation démocratique, modèle d'une solution constructive, redémocratise les relations sociétales brisées par le national-étatisme ; il rend les différentes identités tolérantes, pacifiques et conciliantes. L'évolution de la nation étatique en nation démocratique sera une extraordinaire source de bienfaits. Le modèle de la nation démocratique améliore les perceptions sociales chargées de violence au moyen d'une conscience sociale adéquate et les rend plus humaines, dans le sens d'un être humain intelligent, sensible et capable d'empathie. Elle n'éliminera peut-être pas tous les antagonismes sociaux, mais elle peut minimiser la violence exploitante et participer à l'accomplissement d'une société plus égale et plus libre. Foyer de paix intérieure et de tolérance, elle transcende également les approches oppressives et exploitantes des autres nations et transforme les intérêts communs en synergies, par lesquelles elle accomplit sa mission. Une fois les institutions nationales et internationales reconstruites en accord avec les institutions et l'esprit fondamentaux de la nation démocratique, nous verrons que cette modernité nouvelle, la modernité démocratique, possède les attributs théoriques et pratiques d'une renaissance. L'alternative à la modernité capitaliste est la modernité démocratique, dont la nation démocratique est le noyau, avec la société pacifique, écologique et économique tissée au sein et autour de celle-ci.

5.1 La constitution des Kurdes en tant que nation

Nous pouvons considérer le processus par lequel les Kurdes sont devenus une nation dans le contexte de deux concepts fondamentaux.

Le premier concept est celui de la dimension intellectuelle. Il s'agit ici des dimensions de l'existence de celles et ceux qui unissent leur état de conscience en relation aux domaines fondamentaux par un sentiment de solidarité commune et de partage d'un monde intellectuel, sans négliger leur propre langue, culture, histoire, économie et centres de population. Le critère principal de cette dimension réside dans le partage d'un esprit d'idéal ou d'un projet de monde libre et égal fondé sur la diversité. Nous pouvons qualifier ce monde de monde communal ou d'utopie des individus libres. Il est important de conserver, en permanence, un esprit de liberté et d'égalité qui ne rejette pas les différences au sein de l'espace public et de la vie politique et morale de la société.

La dimension intellectuelle a trait au monde de la pensée et de l'imagination, ainsi qu'à la solidarité des individus et des communautés qui souhaitent devenir une nation ; pour cette raison, elle nécessite une réorganisation limitée. À cette fin, le développement de l'éducation dans les sciences, dans les arts et dans la philosophie (y compris religieuse), et la fondation d'écoles avec cet objectif, sont les premières mesures pratiques à prendre ; l'éducation émotionnelle et intellectuelle, en lien avec le processus de formation de la nation, est la tâche dont ces écoles sont chargées. Il est primordial de comprendre la culture sociale en lien avec le présent et notre époque aussi bien qu'en lien avec l'entité sociétale et historique, et de partager leurs aspects beaux, bons et vrais au sein d'émotions et de pensées communes. La tâche intellectuelle principale du KCK est, pour résumer, d'envisager les Kurdes en tant que nation au sein de leur monde beau, bon et vrai de pensées et d'émotions partagées en lien avec leur propre existence. En d'autres termes, sa mission est d'encourager le peuple kurde à devenir une nation au moyen d'une révolution artistique, scientifique et philosophique et de réunir les conditions (intellectuelles et émotionnelles) fondamentales à la créa-

tion de cette nation, en diffusant librement la vérité artistique, scientifique et philosophique (idéologique) de la réalité kurde, à travers l'auto-pensée et l'auto-éducation, en partageant le bon et en vivant le beau. Pour cette dimension intellectuelle, l'exigence principale vis-à-vis des États-nations souverains est le respect et l'adhérence inconditionnelle à la liberté de pensée et d'expression. Si les États-nations veulent coexister avec les Kurdes sous des règles communes, ils doivent respecter le désir du peuple kurde de créer son propre monde intellectuel et émotionnel et de se changer en société nationale sur la base de ses propres différences : la liberté d'expression et de pensée nécessaire à ce processus doit être garantie dans la constitution.

La seconde dimension réside dans la réorganisation de l'existence sociale en accord avec son monde mental. Comment la société doit-elle être réorganisée en accord avec le monde intellectuel d'une nation partagée en commun ? L'autonomie démocratique est au cœur de la réorganisation de cette existence physique. Il est possible de définir l'autonomie démocratique dans un sens large comme dans un sens plus restreint. Dans son sens global, l'autonomie démocratique est l'expression de la nation démocratique. La nation démocratique a plusieurs dimensions, réparties sur une large échelle. Elle peut être définie en termes de ses dimensions culturelles, économiques, sociales, juridiques, diplomatiques, etc. Au sens le plus strict, l'autonomie démocratique représente la dimension politique ; en d'autres termes, elle renvoie à l'autorité ou à la gouvernance démocratique. La dimension prise par l'autonomie démocratique dans la transformation en nation démocratique est beaucoup plus problématique en ce qui concerne la relation avec les États-nations souverains, qui rejettent généralement l'autonomie démocratique. Ils ne souhaitent pas la reconnaître comme droit s'ils n'y sont pas obligés. Toutefois, en ce qui concerne les Kurdes, l'acceptation de l'autonomie démocratique est au cœur de la réconciliation avec

les États-nations. L'autonomie démocratique est le minimum nécessaire permettant de vivre sous le toit politique commun d'un État-nation avec une ethnie dominante. Moins, et nous ne vivrions qu'une aggravation du conflit et une dégradation de la situation, et non une résolution. Récemment, nous avons vu des tentatives visant à mettre en place le projet libéral des « droits culturels et individuels », développé à l'origine dans le contexte du capitalisme anglais afin de gouverner la classe ouvrière et les colonies. En Turquie, ces tentatives ont été menées par l'AKP. Ce projet, étranger à la culture moyen-orientale, n'amènera qu'à une expansion du conflit. L'autonomie démocratique est la solution la plus adéquate pour l'État-nation ; moins, et nous ne verrions qu'une intensification de la guerre et de la discorde.

5.2 La solution de l'autonomie démocratique et son établissement

La solution de l'autonomie démocratique peut être mise en place de deux façons :

La première consiste à trouver un compromis avec les États-nations, et trouve son expression concrète dans une solution démocratique et constitutionnelle. Elle respecte l'héritage historique et sociétal des cultures et des peuples, et considère la liberté d'expression et d'organisation de ces héritages comme un des droits constitutionnels fondamentaux et irrévocables, droits dont l'autonomie démocratique est le principe de base. Les conditions premières de cette entente sont l'abandon par l'État-nation de toutes les politiques de négation et d'annihilation, et l'abandon par la nation opprimée de l'idée de formation de son propre État-nation. À cet égard, il est difficile pour un projet d'autonomie démocratique d'être adopté tant que les deux nations ne renoncent pas aux tendances étatiques. Les pays de l'Union Européenne ont eu besoin de plus de trois cent ans d'expérience en tant qu'États-nations avant d'accepter l'autonomie démocratique, meilleure

solution pour résoudre les problèmes des États-nations au niveau régional, national et sur la question des minorités.

Le chemin de la résolution de la question kurde se trouve également dans l'abandon du séparatisme et de la violence et l'acceptation de l'autonomie démocratique. Toutes les autres voies ne conduiront qu'à reporter les problèmes ou à s'enfoncer encore un peu plus dans l'impasse de la violence, du conflit et de la séparation. L'histoire des questions nationales est pleine d'exemples de ce type. La paix et la prospérité relatives atteinte, dans les soixante dernières années, par les pays de l'Union Européenne, pourtant terreau fertile des conflits nationaux, ont été réalisées grâce à leur acceptation de l'autonomie démocratique et leur capacité à apporter des solutions souples et créatives à des questions régionales, nationales ou minoritaires. En république de Turquie, c'est la tendance opposée qui s'est développée. Le national-étatisme mis en œuvre et supposé s'accomplir dans la négation et l'annihilation des Kurdes a conduit la république au bord de la désintégration, provoquant des problèmes incommensurables, des crises permanentes et des coups d'État militaires tous les dix ans environ, sans parler du régime de guerre spéciale mené en lien avec le Gladio. Si et seulement si l'État-nation turc abandonne cette politique et accepte l'autonomie démocratique de toutes les cultures, y compris la culture turque et turkmène, et en particulier l'autonomie démocratique de l'entité culturelle kurde, alors il se changera en république démocratique et laïque, respectueuse de l'État de droit et bénéficiant d'une paix et d'une prospérité durables.

La deuxième voie vers une solution d'autonomie démocratique, celle qui ne dépend pas d'un compromis avec les États-nations, réside dans la mise en œuvre unilatérale de ce projet. Cette voie reconnaît le droit du peuple kurde à devenir une nation démocratique via l'établissement de l'autonomie démocratique. Il va sans dire que dans ce cas, les conflits avec les États-

nations qui refusent cette application unilatérale du concept de nation démocratique s'intensifieront. Si cela se produit, les Kurdes n'auront d'autre choix que d'adopter une position de mobilisation totale et de guerre afin de protéger leur existence et de vivre librement face aux attaques séparées ou communes des États-nations iranien, syrien et turc. Ils ne se départiront pas de leur volonté de devenir une nation démocratique, dans toutes ses dimensions, et de se développer et réaliser leurs espérances via leurs propres efforts, jusqu'à ce que l'indépendance émerge de la guerre ou qu'un compromis soit trouvé.

5.3 Le KCK et les aspects d'une nation démocratique en devenir

Au vu de ces définitions globales de la nation, le KCK rejette les approches national-étatistes et se base sur le modèle de la nation démocratique, reconnaissant le droit du peuple kurde à devenir une nation ou à accomplir sa transformation en société nationale via l'autonomie démocratique.

Si l'on compare les sociétés, notamment les nations démocratiques de notre époque, à un organisme vivant, nous pouvons dire que toutes leurs parties et dimensions sont interconnectées et coexistent, tout comme dans l'ensemble d'un organisme. Par conséquent, bien que chaque dimension soit étudiée en tant que telle, elles doivent toujours être considérées comme faisant partie d'un tout. Je souhaite maintenant présenter une analyse plus approfondie des modes de création d'une nation démocratique.

1 - L'individu-citoyen libre et la vie démocratique communale

L'individu-citoyen de la nation démocratique doit être libre et communal. L'individu de l'individualisme capitaliste, doté de sa soi-disant liberté, construite en provocation à l'encontre de la société, vit dans un asservissement abject. Toutefois, l'idéologie libérale a créé l'image d'un individu doté d'une liberté apparem-

ment illimitée. En réalité, l'individu asservi par le travail salarié n'est que le produit de la forme d'esclavage la plus développée. Ce type d'individu est produit à travers le système d'éducation incessant du national-étatisme et de la vie en son sein. Sa vie est attachée à la souveraineté de l'argent et le système salarial n'est autre qu'un subterfuge permettant la manipulation de l'individu à volonté : il ou elle n'a alors pas d'autre moyen de survie. S'il ou elle tente de s'échapper ou choisit le chômage, il s'agit dans les faits d'une condamnation à mort. Qui plus est, l'individualisme capitaliste a été construit sur la négation de la société et pense ne pouvoir s'accomplir que dans le rejet de la culture et des traditions de la société historique. Il s'agit de la déformation la plus grave de l'idéologie libérale, dont le slogan principal est : « Il n'y a pas de société, il n'y a que des individus. »

En contradiction avec cela, l'individu de la nation démocratique voit sa liberté dans la communalité de la société, sous la forme de vie plus fonctionnelle de communautés réduites. Une commune ou communauté libre et démocratique est la principale école de formation de l'individu de la nation démocratique. Sans commune ou forme de vie communale, l'individu ne peut s'accomplir totalement. Les communes sont diverses et leur présence est légitime dans toutes les sphères de la vie sociale. En accord avec leur diversité, les individus peuvent exister dans plusieurs communes ou communautés. Ce qui compte est que l'individu sache vivre dans une communauté communale, en accord avec ses talents, son travail et sa diversité. L'individu considère sa responsabilité vis-à-vis de sa commune ou des unités sociales auxquelles il ou elle est attaché comme principe moral de base. La moralité renvoie au respect et à l'engagement à la communauté et à la vie communale. La commune ou la communauté, en retour, protège l'individu et améliore sa qualité de vie. Ce principe de responsabilité morale est, après tout, le principe fondamental au cœur de la fondation des sociétés humaines. Le caractère démo-

cratique de la commune ou des communautés est ce qui permet la réalisation de la liberté collective sous la forme de la commune ou de la communauté politique. Une commune ou une communauté non-démocratique ne peut être politique, et une commune ou communauté non-politique ne peut être libre. Il y a un lien étroit entre le caractère politique et démocratique de la commune et la liberté de celle-ci.

La définition de l'individu-citoyen de la nation démocratique s'élargit lorsque celui-ci ou celle-ci vit sous le même toit qu'un État-nation. Dans ce cas, dans le cadre de la « citoyenneté constitutionnelle », il ou elle est autant un individu-citoyen(ne) de l'État-nation que de la nation démocratique. Ce qui compte ici est la reconnaissance du statut de la nation démocratique, grâce à laquelle l'autonomie démocratique est dotée d'un statut juridique dans la constitution nationale. Ce statut de la nation démocratique est double. Premièrement, il dénote le statut, la loi et la constitution de l'autonomie démocratique ; deuxièmement, l'autonomie est incorporée dans une sous-section du statut constitutionnel national.

Bien que la construction unilatérale d'une nation démocratique, fondée sur l'individu-citoyen libre et l'unité communale du KCK soit une priorité, il est également possible pour le KCK de parvenir à un accord avec les États-nations souverains prêts à reconnaître le statut de l'autonomie démocratique au sein de la constitution démocratique nationale. Le KCK reconnaît à la fois la vie de l'individu-citoyen libre et de la communauté et la mesure dans laquelle cette vie est liée à un statut constitutionnel et juridique.

L'individualisme capitaliste exige la servitude absolue au dieu de l'État-nation, tandis que la citoyenneté de la nation démocratique nourrit le développement de l'individu libre dans son sens le plus véritable. La citoyenneté des Kurdes en tant que nation démocratique peut être accomplie par le statut du KCK. Par

conséquent, l'appartenance au KCK peut être définie, de manière plus adéquate, comme une citoyenneté de la nation démocratique. Il s'agit d'un droit et d'un devoir irrévocable du peuple kurde d'être citoyens de cette nation démocratique. L'incapacité à être citoyen de sa propre nation représente un acte indéfendable et une forme terrible d'aliénation.

2 - La vie politique et l'autonomie démocratique

Nous pouvons définir l'école de sciences sociales qui étudie l'ontologie et le développement de la nature sociétale, sur la base de la société morale et politique, comme le système de la civilisation démocratique. La détermination de la société politique et morale comme notre unité fondamentale est tout aussi importante, en cela qu'elle comprend les dimensions de l'historicité et de l'intégralité. La société morale et politique est le récit le plus historique et holistique de la société, pouvant être considéré comme de l'histoire en soi. Une société dotée de dimensions politique et morale est une société en harmonie avec son existence et son développement. La société peut exister sans exploitation, classes, cités, pouvoir, nation et État, mais une société vide de morale et de politique est inimaginable.

Une société morale et politique est une société démocratique. La démocratie ne peut avoir de sens que sur la base de l'existence d'une société libre et ouverte, c'est-à-dire morale et politique. La société démocratique, au sein de laquelle les groupes et individus deviennent un sujet en soi, correspond à la forme de gouvernance la plus efficace dans le développement d'une société politique et morale. Plus précisément, le caractère fonctionnel de la société politique est ce que nous appelons aujourd'hui la démocratie. La politique et la démocratie sont, dans leur sens réel, des concepts identiques. Si la liberté est l'arène d'expression de la politique, la démocratie est son mode opératoire au sein de cette arène. La triade liberté, politique et démocratie ne peut fonctionner sans

base morale. Nous pouvons également définir la morale comme la forme traditionnelle ou institutionnalisée de la liberté, de la politique et de la démocratie.

Les sociétés morales et politiques se trouvent en contradiction dialectique avec l'État, expression officielle de toutes les formes de capital, de propriété et de pouvoir. L'État est animé d'un désir constant de remplacer la morale par la loi et la politique par la bureaucratie administrative. La civilisation étatique officielle et la civilisation démocratique non-officielle coexistent aux deux pôles contraires de cette contradiction historique, et deux typologies de sens séparées se font jour. Les contradictions peuvent s'intensifier et conduire à la guerre, ou se réconcilier et mener à la paix.

Aujourd'hui, en particulier, le caractère problématique des États-nations propulse les sociétés politiques et leurs forces gouvernantes sur le chemin de la transformation en nations démocratiques, les forçant à effectuer ce changement par la réforme ou par la révolution. Tandis que les États-nations représentaient la tendance dominante au cours de l'essor du capitalisme, dans les conditions de sa crise actuelle, la tendance dominante est à une évolution vers la nation démocratique. À cet égard, il est très important de ne pas établir d'équivalence entre force politique et pouvoir étatique. La politique ne peut être comparée au pouvoir et à sa forme institutionnalisée, l'État. La liberté est dans la nature de la politique, et les sociétés et nations politisées sont des sociétés et nations en voie de libération.

La politique libère ; elle est également une force unique de régulation, presque un art. Elle représente le contraire des régulations oppressantes des États et des dirigeants. Plus la politique d'une société ou d'une nation est forte, plus l'État et les puissances dirigeantes y sont faibles. L'inverse est tout aussi vrai : plus l'État ou la puissance dirigeante est forte au sein d'une société ou d'une nation, plus la politique, et donc la liberté, y sera faible. Une société ou nation qui se dote d'un État et d'une puissance

dirigeante ne devient pas libre, même si elle dispose de traits démocratiques ; elle court même le risque de perdre le peu de libertés qu'elle avait auparavant. Pour cette raison, plus nous débarrassons la société du pouvoir et de l'État, plus nous l'ouvrons à la liberté. La condition fondamentale, nécessaire à la libération de la société et de la nation, est le maintien de celles-ci dans une position politique permanente.

Comme nous le verrons, le système de la civilisation démocratique a toujours existé, se maintenant comme autre visage de l'histoire de la civilisation officielle, c'est-à-dire, en essence, comme unité politique et morale de la nature sociétale. En dépit de l'oppression et de l'exploitation du système mondial officiel, l'autre visage de la société n'a jamais pu être éliminé ; sa destruction est, de toute façon, impossible. Tout comme le capitalisme ne peut exister sans société non-capitaliste, la civilisation, en tant que système mondial officiel, ne saurait exister sans le système de civilisation démocratique. La civilisation des monopoles ne peut exister en l'absence de civilisation sans monopoles ; l'inverse n'est pas vrai pour autant. En d'autres termes, la civilisation démocratique, courant historique de la société politique et morale, pourrait aisément exister sans la civilisation officielle. Je définis la civilisation démocratique à la fois comme système de pensée, accumulation d'idées et ensemble de règles morales et d'organes politiques.

Nous avons conceptualisé la dimension politique de la construction par le KCK d'une nation démocratique sous le terme d'autonomie démocratique. Sans auto-gouvernance, il ne peut y avoir de nation démocratique. Toutes les formes de nations, en particulier les nations démocratiques, sont des entités sociétales dotées de leur propre auto-gouvernance. Si une société se trouve privée d'auto-gouvernance, elle cesse d'être une nation. Non seulement les Kurdes furent empêchés de devenir une nation, mais ils cessèrent également d'exister en tant que société.

La voie ouverte par le PKK et les mesures prises par le KCK arrê-
tèrent ce processus et initièrent le processus de formation d'une
nation démocratique, au lieu d'une société politique. Les Kurdes
sont, à présent, devenus une société intensément politique, et
cette société travaille à transformer cette réalité politique en na-
tion démocratique.

Le KCK joue un rôle-clé dans la construction de la nation dé-
mocratique et peut être considéré comme l'équivalent de l'auto-
nomie démocratique. Il est indispensable que le KCK remplisse
son rôle d'organe de la politique démocratique dans le processus
de création d'une nation démocratique. Il est malhonnête de pré-
tendre le confondre avec un État-nation. En tant que principe, le
KCK a cessé d'utiliser le national-étatisme comme outil de réso-
lution ; il ne constitue donc ni la première, ni la dernière étape
d'un projet de national-étatisme. Nous avons ici affaire à deux
concepts de l'autorité qualitativement différents. Bien que, en
termes de structure organisationnelle, le KCK puisse contenir des
caractéristiques évoquant l'institutionnalisation d'un État-nation,
il demeure, en quintessence, un projet différent. Le KONGRA-
GEL, en tant qu'organe décisionnaire du KCK, signifie l'As-
semblée populaire. L'Assemblée populaire est un organe démo-
cratique, dont l'importance vient de la prise de décision par le
peuple lui-même. Il s'agit de l'alternative à une nation gouvernée
par la bourgeoisie ou les classes supérieures. Le KONGRA-GEL
signifie devenir une nation gouvernée par les classes populaires
et les intellectuels. En cela, il est essentiellement différent du sys-
tème parlementaire bourgeois. Le Conseil exécutif du KCK est
l'expression du travail quotidien de la pyramide administrative,
sous une forme centralisée et condensée. Il assure la coordination
entre les unités de travailleurs dispersés au sein de la population,
et coordonne le travail organisationnel et opérationnel quotidien
qu'impliquent la construction, le gouvernement et la défense
d'une nation démocratique. Le Conseil ne doit pas être confon-

du avec les organes gouvernementaux de l'État ; il se rapproche plus du système confédératif des sociétés civiles démocratiques. L'Institution présidentielle générale du KCK, basée sur l'élection par le peuple, est le niveau de représentation le plus élevé et le plus global, supervisant et surveillant la compatibilité entre les unités du KCK et la mise en œuvre des politiques fondamentales.

Il ne peut de toute évidence y avoir, à une telle période de notre histoire, et dans les conditions nouvelles qui sont les nôtres, qu'une concurrence, des contentieux et des conflits acharnés entre les forces et institutions des États-nations et les forces et institutions du KCK. Les zones rurales et les villes seront dotées d'autorités et de modes de gouvernance différents.

3 - La vie sociale

Dans le processus de formation d'une nation démocratique, des transformations importantes se produisent dans la vie sociale. La vie traditionnelle subit des changements profonds dans la modernité capitaliste.

Le style de vie moderne dominant s'est transformé en piège construit autour de la femme, plus ancienne esclave de l'humanité. Au sein du capitalisme, les femmes ont été changées en « reines des marchandises ». Elles sont non seulement, en tant que « femmes au foyer », des travailleuses non-salariées, mais elles sont aussi celles qui reçoivent les plus bas salaires en dehors du foyer et l'outil principal d'abaissement de ces salaires.

La femme est l'élément constitutif principal du concept de flexibilité du travail. Elle est considérée comme incubateur industriel, produisant les nouvelles générations exigées par le système capitaliste. Elle est aussi l'outil principal de l'industrie de la publicité. Son asservissement perpétue le sexisme. De l'empereur global au petit empereur machiste au sein de la famille, elle est un instrument de plaisir et de pouvoir illimités aux mains des hommes dominants. Elle est l'objet qui donne naissance au pou-

voir de ceux qui n'ont jamais eu le pouvoir. Jamais dans l'histoire la femme n'a été autant exploitée que durant la modernité capitaliste. Toutes les autres formes d'esclavage, l'esclavage des hommes et des enfants, se sont développées sur les traces de l'esclavage des femmes. Ceci est la raison pour laquelle dans la vie sociale imposée par le capitalisme, tous, à l'exception des dirigeants, sont infantilisés et asservis. La famille, plus ancienne institution de la société, s'est formée autour de la femme et c'est autour de la femme qu'elle se désintègre. Ce qui la désintègre est le mode d'accumulation privilégié par le capitalisme, qui ne peut se matérialiser qu'en consommant la société. Toutefois, la société ne peut être consommée et atomisée que si la cellule fondamentale de la société, la famille, est détruite.

Quels que soient les avancées de la médecine, elle ne peut empêcher la diffusion rapide au sein de la société des maladies que sont le nationalisme, le sectarisme, la soif de pouvoir et le sexisme. Ces éléments, ADN cognitif et émotionnel du capitalisme, ne cessent de générer des maux individuels et institutionnels. Le nombre croissant de maladies intrinsèques est un indicateur du mal mental et psychologique de notre époque, conséquence inévitable de l'effet destructeur qu'a le capitalisme sur la société.

Dans la vie sociale moderne, le système éducatif est responsable de la création de l'individu anti-social. La vie libérale individualiste comme la vie du citoyen national-étatiste sont programmées et exécutées en accord avec les exigences du capitalisme. À cet effet, une large industrie du secteur éducatif a été formée, au sein de laquelle les individus sont mentalement et spirituellement bombardés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, afin d'être changés en êtres anti-sociaux. Ils sont découragés de la morale et de la politique, transformés en individus poussés à consommer, à courir après l'argent, des individus sexistes, chauvins et sycophantes. C'est ainsi qu'est détruite la nature sociale. L'éducation

n'est pas utilisée pour améliorer le fonctionnement sain de la société, mais pour la détruire.

La nation démocratique est catégorique dans sa volonté de demeurer une société ; elle s'élève contre la modernité capitaliste avec pour slogan : « la société ou rien ». Elle insiste sur la subsistance de la société comme réalité historique et sociale, bien que la société soit dissolue par les meules de la modernité.

L'esprit éducatif de la nation démocratique vise à produire de la socialité et des individus-citoyens libres, rétablissant la dialectique du développement de l'individu avec la société et de la société avec l'individu. Le rôle socialisant, libérateur et égalitaire des sciences y est réaffirmé. La nation démocratique produit une société dotée d'une conscience réelle de son existence.

4 - La vie en partenariat libre

Nous savons que tous les organismes vivants partagent trois fonctions principales : la nutrition, l'auto-préservation et la perpétuation de l'espèce. Ces fonctions fondamentales ont, chez l'être humain, atteint un niveau spécifique.

Une fois acquise la conscience du désir de vivre, il nous faut également comprendre que la procréation seule ne suffit pas à saisir le sens de la vie. La reproduction, loin de donner son sens à la vie, peut même détourner et affaiblir le pouvoir émergent de la conscience. La conscience de soi est une caractéristique incroyable au sein de l'univers, et ce n'est pas pour rien que l'être humain s'est auto-attribué des traits divins. Toutefois, la poursuite de la lignée de l'être humain conscient menace l'équilibre naturel, au détriment des autres êtres vivants, et met en danger le pouvoir de conscience de l'humanité. En résumé, l'être humain conscient ne peut avoir comme préoccupation principale la poursuite de sa propre lignée. S'il devait être avéré que l'univers a, pour la première fois, atteint avec l'être humain le plus haut niveau de connaissance de soi, il s'agirait là d'un phénomène cap-

tivant. Le véritable sens de la vie réside peut-être dans la compréhension de l'univers, ce qui, en retour, signifierait transcender le cycle de la vie et de la mort. Quelle plus grande source de passion et de joie pour l'humanité ?

La conséquence la plus importante de la guerre populaire et révolutionnaire menée par le PKK contre le chauvinisme masculin réside dans sa vision de l'analyse du phénomène de la femme et de sa libération comme seul élément à même de permettre la libération de la société. Il est regrettable que l'homme kurde ne définisse, à tort, son honneur qu'en termes de sa souveraineté absolue sur les femmes ; cette contradiction flagrante doit être résolue.

Pour construire une nation démocratique, nous devons accomplir le contraire de ce qui a été fait jusqu'à présent au nom de l'honneur. Il est ici question de transformer la masculinité kurde, un processus dans lequel je m'inclus également. Ce processus doit avoir pour objectif l'abandon de toute notion de propriété en lien avec les femmes. La femme doit s'appartenir à elle-même (*xwe-bûn*) et savoir qu'elle n'a pas de propriétaire autre qu'elle-même. Nous ne devons pas avoir envers les femmes des émotions de subordination, quelles qu'elles soient, y compris l'amour et l'amour aveugle. De même, les femmes doivent se garder d'être possédées et dépendantes. Il s'agit là de la condition première pour devenir une révolutionnaire et une militante. Celles et ceux qui traversent cette expérience avec succès seront à même de libérer leurs personnalités et, grâce à ces personnalités libérées, de construire la société nouvelle et la nation démocratique.

La libération de la femme est très importante dans le processus de formation d'une nation démocratique. La libération de la femme est la libération de la société et une société libérée forme une nation démocratique. J'ai évoqué l'importance révolutionnaire d'une inversion du rôle de l'homme. Ceci signifie qu'au lieu de voir en la femme un moyen de domination ou de perpétua-

tion de sa lignée, il doit soutenir, par sa propre force, le processus de formation d'une nation démocratique, réunir la force organisationnelle et idéologique nécessaire à cet effet, et ainsi garantir la souveraineté de sa propre autorité politique ; en d'autres mots, il doit se produire lui-même idéologiquement et politiquement. Il doit privilégier l'émancipation intellectuelle et spirituelle à la reproduction physique. La modernité capitaliste est fondée sur la négation de l'amour. La négation de la société, l'individualisme incontrôlable, le sexisme omniprésent, la déification de l'argent, la substitution de l'État-nation à Dieu et la transformation des femmes en travailleuses non-salariées ou précaires renvoie également à la négation de la base matérielle de l'amour.

Il nous faut bien comprendre la nature féminine ; approcher la sexualité de la femme uniquement sur des critères d'attractivité biologique, et s'associer à elle sur cette base représente, dès le départ, la fin de l'amour. Tout comme nous ne qualifions pas d'amour le processus de reproduction des autres espèces biologiques, nous ne pouvons pas non plus employer le mot d'amour pour désigner les relations sexuelles biologiques entre des humains. Il s'agit là de l'activité reproductrice normale des êtres vivants, et il n'y a pas besoin d'être humain pour s'y livrer. Les personnes à la recherche de l'amour véritable doivent abandonner ce mode de reproduction humain et animal. Nous ne pouvons considérer les femmes comme des camarades et des amies et les traiter à leur juste valeur que dans la mesure où nous transcendons cette vision de la femme comme objet sexuel. La relation la plus difficile à établir est une relation d'amitié et de camaraderie avec une femme qui transcende le sexisme. Même dans une relation de partenariat libre avec une femme, la construction de la société et de la nation démocratique doit servir de base. Nous devons renverser les frontières traditionnelles, maintenues dans la modernité, et cesser de considérer les femmes uniquement dans les rôles de partenaires, mères, sœurs ou amantes. Avant toute

chose, nous devons établir des relations humaines fortes, basées sur une vision commune de la construction de la société. Si un homme souhaite avoir une relation avec une femme ayant une fondation idéologique et sociétale forte, il doit laisser à la femme le choix de mener le processus de séduction. Plus la femme sera libre, capable de choisir librement et de se mouvoir selon sa propre force, plus il sera possible de vivre avec elle une vie belle et pleine de sens.

Nous mettons en permanence l'accent sur le fait que la situation dans laquelle les termes de jin et jiyan cessent de renvoyer à la femme et à la vie reflètent l'effondrement et la désintégration de l'ensemble de la société. Sans une compréhension de cette réalité, il est impossible pour ces éléments que nous appelons révolution, parti révolutionnaire, guides et militants de jouer leur rôle. Celles et ceux qui se trouvent dans une impasse ne sont pas à même de sortir les autres de l'impasse et de les libérer. Le résultat le plus important du PKK et de sa guerre révolutionnaire et populaire est, à cet égard, la vision de l'analyse du phénomène de la femme et de sa liberté comme seul moyen de libérer la société.

5 - L'autonomie économique

Lorsque la puissance étatique est organisée sous forme d'État-nation, la modernité capitaliste et, en particulier, sa doctrine du profit maximal et de l'accumulation de capital peuvent être matérialisées. Sans cet instrument, le profit maximal et l'accumulation de capital sont impossibles. L'État-nation représente le niveau maximal de pillage économique légitimé atteint dans l'histoire de la civilisation. L'État-nation ne peut être correctement défini sans analyser sa relation au profit maximal et à l'accumulation de capital, tout comme il ne peut être défini uniquement en tant que système de tyrannie et de pouvoir. La puissance étatique, organisée sous la forme d'État-nation, permet à la modernité capitaliste de concrétiser son emprise sur l'économie, notamment à travers

ses aspects de profit maximal et d'accumulation de capital. Ceci signifie que le contrôle exercé par l'État-nation sur la vie économique de la société a permis à l'État de saisir plus de valeur de surplus que jamais. Dissimulé sous une couche de vernis patriotique et nationaliste, déifié via l'éducation, l'État-nation pénètre entièrement la société afin de légitimer ses pratiques d'extorsion économique. Les concepts, théories et institutions développées dans les domaines juridique, de l'économie politique et de la diplomatie ont tous pour objectif la légitimation de ces mêmes pratiques. La terreur économique sans pitié associée à la doctrine du profit maximal condamne, d'une part, la société au travail précaire, tandis que, d'autre part, elle transforme en armée de chômeurs la majorité de la population. L'esclavage des bas salaires et l'existence de ces armées de sans-emplois sont les conséquences naturelles des concepts de profit maximal, d'État-nation et d'industrialisme.

Ces trois éléments fondamentaux de la modernité capitaliste ne peuvent être établis que lorsque la société, ayant perdu le contrôle et la liberté de faire ses propres choix de vie économique, est condamnée à l'esclavage salarié et à la formation d'une armée de chômeurs parmi la majorité de la population, tandis que les femmes sont réduites au travail précaire ou non-salarié. Les sciences sociales du capitalisme, notamment l'économie politique, sont des mythologies établies afin de dissimuler et détourner ces faits ; il faut savoir décrypter ces mythes et, surtout, ne leur accorder aucun crédit.

La société kurde a été réduite à avoir peur de défendre ses droits, en résultat du génocide culturel qu'elle a enduré à travers les conquêtes, les occupations, les invasions, les pillages, le colonialisme et l'assimilation, ainsi qu'en raison des conséquences de la modernité capitaliste. Il s'agit d'une société ayant perdu le contrôle de sa propre économie et totalement soumise aux trois pattes du monstre moderne contrôlé par des collaborateurs et des

éléments étrangers. Ce monstre ne fonctionne que pour satisfaire à sa propre subsistance, ce qui montre bien que la société kurde est confrontée à un projet de génocide. Cette société dans laquelle le travail des femmes, créatrices de l'économie, est déconsidéré au point qu'elles sont, pour une grande majorité d'entre elles, forcées au chômage, est également une société dans laquelle les hommes ont été dispersés aux quatre coins du monde, à la recherche d'un travail leur permettant de faire vivre leurs familles. Il s'agit d'une société où l'on peut s'entre-tuer pour une poule ou un lopin de terre, une société qui, clairement, a cessé d'être une société et s'est effondrée et dissoute.

L'occupation économique est la forme d'occupation la plus barbare et dangereuse qui soit ; elle dévalorise et détruit la société. La société kurde a été brisée par la perte de ses outils économiques et du contrôle de son domaine économique, plus encore que par la tyrannie et l'oppression de l'État-nation. Une fois qu'elle a perdu le contrôle sur ses moyens de production et son marché, une société ne peut maintenir sa liberté. Les Kurdes ont non seulement perdu le contrôle sur leurs moyens et relations de production, mais aussi sur la production elle-même, ainsi que la consommation et le commerce ; c'est uniquement en se rattachant à un État-nation souverain et en abandonnant leur identité que les Kurdes pouvaient jouir de leur propriété et participer au commerce et à l'industrie. La captivité économique a été un outil des plus efficaces dans la négation de l'identité et la perte de la liberté. Les entreprises unilatérales établies sur les rivières et gisements pétroliers ont détruit des artefacts culturels millénaires et des milliers d'hectares de terres fertiles. L'intensification du colonialisme économique, venu après la colonisation politique et culturelle, sonna le glas des aspirations de la société kurde, confrontée à ce choix terrible : cesser d'exister comme société ou mourir.

Le système économique de la nation démocratique met un terme à ces pratiques barbares et se base sur le contrôle renouvelé

de la société sur sa propre économie. L'autonomie économique est le compromis minimum à trouver entre l'État-nation et la nation démocratique ; tout recul sur ce point est un blanc-seing pour la soumission et l'annihilation. L'augmentation de l'autonomie économique et sa transition vers l'indépendance signifient l'établissement d'un État-nation opposé, renvoyant, au final, à une soumission à la modernité capitaliste, tandis que l'abandon de l'autonomie économique signifie, elle, la soumission à l'État-nation dominant. L'essence de l'autonomie économique n'est basée ni sur le capitalisme privé, ni sur le capitalisme d'État. L'autonomie économique est fondée sur l'industrie écologique et l'économie communale, une forme économique dans laquelle se reflète la démocratie. L'industrie, le développement, la technologie, les entreprises et la propriété sont rattachés au principe de société écologique et démocratique. L'autonomie économique n'accorde pas de place à l'industrie, à la technologie, au développement, à la propriété ou aux zones urbaines ou rurales qui nient la société écologique et démocratique. L'économie ne peut être laissée à un domaine où se matérialisent le profit et l'accumulation de capital.

L'autonomie économique est un modèle au sein duquel le profit et l'accumulation de capital sont minimisés. Bien qu'il ne rejette pas le marché, le commerce, la diversité des produits, la concurrence et la productivité, ce modèle rejette, en revanche, la domination du profit et de l'accumulation de capital. La finance et les systèmes financiers n'y sont légitimés que par leur capacité à se mettre au service de la productivité et de la fonctionnalité économiques. Le profit purement monétaire, forme d'exploitation la plus aisée, n'a pas sa place au sein de l'autonomie économique. L'autonomie économique de la nation démocratique ne considère pas le travail comme une corvée mais comme un acte de libération. Considérer le travail comme une corvée renvoie à l'aliénation des fruits du travail. Lorsque ces fruits sont au service de la

liberté et de l'identité des individus, la situation s'améliore. Ceci n'a rien à voir avec les tentatives de collectivisation des régimes socialistes réels. Dans la commune, les corvées et les travaux non-libérateurs n'ont pas leur place.

Les barrages construits sur les fleuves du Kurdistan ont conduit à un génocide historique et à un désastre écologique. Aucun barrage ne saurait être construit en contradiction avec l'écologie, les terres fertiles ou l'histoire ; quant à ceux qui ont déjà été construits, ils ne seront pas renouvelés. Si possible, il faudra les détruire à la première opportunité. L'opposition à la déforestation et à l'érosion, plus grands ennemis de la société et de la vie, résonne en écho avec un esprit de mobilisation totale, considérant la protection de la terre et la reforestation comme les formes de travail les plus précieuses qui soient.

Le KCK, colonne vertébrale de la nation démocratique, se base sur l'autonomie économique qu'il considère, associée à l'économie communale, comme un élément essentiel de l'auto-défense de la société. Une société ne peut subsister sans moyens d'auto-défense, et l'alimentation et la subsistance de la société ne sont possibles qu'avec l'autonomie économique, dépendante de la conservation des sols, de la reforestation, de l'écologie et de la commune.

L'autonomie économique doit également avoir une base juridique. Le caractère centralisé et uniforme des lois des États-nations souverains freine la créativité économique, la concurrence et les avancées environnementales sous le prétexte de l'unité. Au lieu de cette interprétation de la loi fondée sur le colonialisme économique, le besoin d'une économie localisée, fonctionnant de manière autonome mais coordonnée avec l'économie nationale, se fait ressentir de toute urgence. Une loi économique permettant l'existence de dynamiques de marché locales, sans pour autant nier le marché national, est fondamentale. L'existence d'un système juridique centralisé est le plus important facteur de conser-

vatisme ; il découle d'une vision entièrement politique et n'a, sur le plan économique, aucun sens.

6 - La structure juridique

La loi démocratique est une loi fondée sur la diversité, une simple construction qui ne se réfère pas ou peu à la régulation juridique. L'État-nation souverain est la forme étatique qui, dans l'histoire, a le plus développé les régulations juridiques, et ce, afin d'éliminer la société politique et morale. Les sociétés du passé tentaient, dans une large mesure, de résoudre leurs problèmes au moyen de régulations politiques et morales. La modernité capitaliste a, quant à elle, essayé de faire reposer toute sa légitimité sur la loi. L'exploitation et l'interventionnisme excessifs de la modernité capitaliste à l'égard de la société l'ont conduit à avoir recours à un outil complexe, le droit, créé pour formaliser la justice.

Le droit n'est pas, comme on l'affirme souvent, un ensemble de lois régulant les droits et les devoirs des individus et de la société ; il s'agit de l'art de diriger via une régulation excessive visant à légitimer les injustices provoquées par le capitalisme. Le gouvernement par la loi, et non par des règles morales et politiques, est un élément spécifique de la modernité capitaliste. Rejetant la morale et la politique, la bourgeoisie a recours à l'instrument du droit, qui la dote d'un pouvoir incroyable. Le droit est une arme puissante entre les mains de la bourgeoisie qui se défend, par le droit, contre l'ordre politique et moral précédent, d'une part, et contre les travailleurs, de l'autre. Le pouvoir de l'État-nation dérive en grande partie du pouvoir d'un système juridique régulé de manière unilatérale. D'une certaine manière, les lois sont les versets du livre sacré du dieu de l'État-nation, qui dirige la société au moyen de ceux-ci.

Ceci explique la réactivité de la nation démocratique à l'égard de la loi, en particulier de la loi constitutionnelle. La nation dé-

mocratique est une nation politique et morale, avant d'être une nation juridique. Le besoin du droit se fait jour si l'on opte pour une vie associée à des États-nations sous un toit politique commun. Lorsque ceci se produit, la distinction entre le droit national et le droit du gouvernement local devient importante. Si les lois de l'État-nation, fondées sur des intérêts bureaucratiques centralisés de manière unilatérale, sont confrontées en permanence à la résistance de groupes démocratiques et culturels locaux, elles doivent s'adapter aux lois du gouvernement local.

En raison de la négation de l'existence des Kurdes et du Kurdistan, les Kurdes n'ont pas de lois spécifiques. À l'époque ottomane, les Kurdes avaient des lois écrites et traditionnelles. À partir de 1925, l'identité kurde fut considérée comme inexistante, destinée à être rayée de l'histoire au moyen de complots, de coups d'État et de processus d'assimilation. Tandis que la résistance du PKK a rétabli l'existence des Kurdes, elle n'a pas encore pu en assurer une définition juridique. Une des tâches du KCK est de convaincre les États-nations de reconnaître juridiquement l'entité kurde ; toutefois, si tel n'était pas le cas, le KCK développera unilatéralement son système juridique autonome. La priorité demeurera, cependant, de trouver une place au sein des constitutions nationales et, ce faisant, le KCK travaillera à l'expression de son statut d'autonomie démocratique au sein des constitutions démocratiques nationales. Là réside la clé à une résolution pacifique et démocratique de la question kurde : un compromis constitutionnel et démocratique au niveau national, fondé sur le statut de l'autonomie démocratique des Kurdes. Si le KCK ne parvient pas à faire avancer la voie privilégiée de la solution constitutionnelle et démocratique au niveau national, basée sur un compromis garantissant le statut de l'autonomie démocratique, il effectuera la transition à la Gouvernance autonome et démocratique comme deuxième option. La Gouvernance autonome et démocratique au Kurdistan ne renvoie pas à un État-nation gouvernant par le

droit. Il s'agit de la gouvernance de la modernité démocratique au niveau local et régional.

7 - La culture

L'État s'appuie sur des milliers d'années de culture patriarcale. L'institution étatique est une invention masculine, au sein de laquelle les guerres et le pillage sont presque devenus une forme de production. L'efficacité sociale de la femme basée sur la production a été mise de côté au profit de l'efficacité sociale de l'homme, fondée sur la guerre et le butin. Il y a une proche corrélation entre l'asservissement de la femme et la culture de la société guerrière. La guerre ne produit pas, elle pille et capture. Bien que la violence ait, dans certaines circonstances spécifiques, joué un rôle dans le développement de la société, en ouvrant la voie à la liberté, en résistant à l'occupation, aux invasions et au colonialisme, il s'agit, toutefois, d'une force principalement négative et destructrice. La culture intériorisée de la violence au sein de la société est nourrie par la guerre. La violence de la guerre inter-étatique et la violence de l'homme au sein du foyer sont deux manifestations d'une même domination.

Qui plus est, en formalisant les normes culturelles d'une ethnie ou d'une communauté religieuse dominantes sous le nom de culture nationale, la modernité capitaliste déclare la guerre à toutes les autres entités culturelles. En déclarant que des religions, des ethnies, des peuples, des nations, des langues et des cultures qui se sont préservés des milliers d'années durant « mettent en danger l'unité nationale », la modernité capitaliste prépare le terrain pour leur destruction, par la force ou l'assimilation matérielle. Aucune autre époque de l'histoire n'a vu un tel nombre de langues, de religions, de confessions, de tribus, d'ethnies, de peuples et de nations être victimes de ces politiques génocidaires. Le génocide physique n'est rien comparé aux proportions incommensurables prises par les génocides immatériels. Les valeurs

culturelles et linguistiques de communautés plurimillénaires se retrouvent sacrifiées sur l'autel de l'acte sacré de création d'une « unité nationale ».

La dimension culturelle est également très importante dans la formation des nations. Au sens restreint, la culture représente la mentalité traditionnelle et la réalité émotionnelle de la société, dont la religion, la philosophie, la mythologie, la science et les arts constituent la culture. D'une certaine manière, elle représente l'esprit et la forme mentale de la société. Dans un État-nation, ou lorsque la nation est formée par l'État, le monde de la culture est gravement déformé et détruit, processus nécessaire à l'État pour légitimer sa loi de l'accumulation de capital et du profit maximum. La modernité et l'État-nation ne peuvent se développer sans avoir d'abord reconstruit l'histoire et la culture en accord avec leurs propres intérêts. La réalité qui en découle, celle de la modernité et de l'État-nation, n'a aucun lien avec la réalité historique et culturelle ; elle représente un sens différent de la vérité.

La culture joue un rôle vital au sein de la modernité capitaliste. La culture, mentalité totale de toutes les sphères sociales, est d'abord soumise à l'assimilation, pour permettre l'hégémonie économique et politique, puis elle est transformée en industrie destinée à être diffusée, à grande échelle et de manière intensive, à toutes les sociétés du monde, qu'il s'agisse de nations, peuples, États-nations, sociétés civiles, entreprises, etc. Entre les formes d'esclavage, l'industrialisation de la culture est seconde en termes d'efficacité. Au sens restreint, la culture représente l'esprit des sociétés, dont la pensée, le goût et la morale sont trois éléments fondamentaux. Les puissances politiques et économiques ont passé des siècles à assiéger et corrompre les éléments culturels. Considérant l'appropriation de ceux-ci comme indispensable à leur légitimité au sein de l'histoire civilisationnelle, les puissances économiques et dirigeantes ont pris toutes les précautions néces-

saires à cet effet depuis l'avènement de la société hiérarchisée, à laquelle remonte l'assimilation de la culture par les dirigeants. La culture est un outil de gouvernement essentiel. Sans hégémonie culturelle, les monopoles économiques et de pouvoir ne peuvent diriger, et le capitalisme, dans sa phase impérialiste, est conditionné à l'existence d'une industrie culturelle développée. La lutte contre l'hégémonie culturelle nécessite donc une attention de tous les instants.

Par contraste, la société démocratique, forme contemporaine de la modernité de la société morale et politique, est une société qui laisse la part belle à la différence, dans son sens le plus large. Au sein d'une société démocratique, tous les groupes sociaux peuvent coexister sur la base des différences issues de leur propre identité et culture, sans être emprisonnés dans une citoyenneté et une culture uniformes. Les sociétés peuvent révéler leur potentiel de différenciation identitaire et politique et le transformer en un atout dans la vie active, sans qu'aucune communauté n'ait à craindre d'homogénéisation forcée. L'uniformisation est une déformation qui entraîne la pauvreté et l'ennui. La pluralité est, en revanche, une source de richesse, de beauté et de tolérance, propice au développement de la liberté et de l'égalité, fondées sur la diversité, ce qui les rend d'autant plus précieuses. La liberté et l'égalité proposée par les États-nations n'est, en réalité, valable que pour les monopoles, comme de nombreux exemples le prouvent dans le monde. Les monopoles de pouvoir et de capital ne permettent jamais à une liberté et à une égalité véritables de se développer ; celles-ci ne peuvent être acquises que via la politique d'une société démocratique protégée par ses forces d'auto-défense.

Tout comme il est possible de regrouper différentes cultures ethniques au sein d'une nation démocratique, il est également important de faire la place à la culture religieuse au sein de celle-ci, et d'utiliser son contenu démocratique comme élément libre,

équitable et démocratique favorable à une solution. L'alliance réconciliatrice, approche développée par la modernité démocratique à l'égard de tous les mouvements anti-systémiques, doit être étendue au contenu démocratique de la culture religieuse ; cette tâche revêt une importance de premier ordre. La nation démocratique se forme en rétablissant le sens véritable de l'histoire et de la culture, qui vivent ce processus de formation comme une renaissance.

La résolution de la question kurde par la nation démocratique est, avant tout, liée à une définition correcte de l'histoire et de la culture kurdes, qui conduira à la reconnaissance de son existence sociale. Le processus de négation et d'annihilation des Kurdes a commencé, dans l'histoire de la république de Turquie, avec la négation de l'histoire kurde et l'annihilation de leur héritage culturel, ayant commencé par l'élimination de la culture immatérielle et s'étant poursuivi avec la destruction de la culture matérielle. Pour cette raison, le PKK a eu raison de débiter son processus de formation par une prise de conscience historique et culturelle. En expliquant l'histoire et la culture kurdes, comparées avec l'histoire et la culture d'autres peuples à travers le monde, et en publiant un manifeste intitulé La voie de la révolution au Kurdistan et consacré à ce sujet, le PKK joua le rôle d'une renaissance révolutionnaire dans la revigoration de l'histoire et de la culture kurdes.

La construction de la nation démocratique kurde est qualitativement différente des processus nationalistes et étatistes de construction nationale. Elle diffère également du nationalisme de l'État-nation souverain et des approches étatistes et nationalistes kurdes. Il s'agit d'un processus alternatif de construction de la nation, fondé sur l'histoire et la culture des peuples et des travailleurs.

La nation démocratique kurde acquerra progressivement une qualité structurelle plus développée au sein du KCK et présentera

une pratique nouvelle de la construction nationale, qui pourra devenir un modèle pour les peuples du Moyen-Orient. Ce modèle, ouvert à des unions démocratiques et nationales plus étendues et à des alliances entre les peuples sur la base d'une vision de la nation démocratique ouverte aux possibles, permettra l'essor d'une époque nouvelle, l'époque de la modernité démocratique, par la renaissance nationale démocratique et révolutionnaire, opposée au négationnisme culturel et historique des États-nations incapables de transcender leur rôle d'agents de la modernité occidentale.

8 - Le système d'auto-défense

Toutes les espèces d'organismes vivants possèdent leurs propres systèmes de défense ; aucune espèce n'est sans défense. On peut même considérer que tout élément ou particule qui, dans l'univers, résiste pour protéger son existence fait acte d'auto-défense.

Ce système s'applique également à l'espèce et aux sociétés humaines. Chez les humains, la défense est sociale autant que biologique. La défense biologique se réalise au moyen des instincts de survie de chaque organisme vivant ; la défense sociétale renvoie, elle, à l'auto-défense collective accomplie par tous les individus de la communauté. Qui plus est, le nombre de communautés et leur forme organisationnelle changent en permanence en accord avec leurs moyens de défense. La défense est une fonction essentielle de la société, sans laquelle la vie ne peut se maintenir.

Nous pouvons tirer une autre conclusion importante des mécanismes d'auto-défense des organismes vivants : cette défense ne sert qu'à la protection de leur existence. Ils n'établissent pas de systèmes de domination ou de colonisation sur leurs propres espèces ou d'autres. Les systèmes de domination et d'exploitation ont été développés par l'espèce humaine, en raison du rôle joué par son développement mental, qui permit à l'exploitation et à la saisie de produit de surplus en relation avec celle-ci de se déve-

lopper. Cette situation conduit à la protection de son existence, associée à la défense des valeurs du travail, c'est-à-dire aux guerres sociales.

Lorsque nous considérons les choses dans la perspective de la société démocratique, nous devons souligner que le concept d'auto-défense ne renvoie pas à une organisation armée ou à un statut militaire, mais bien à une organisation de la société lui permettant de se protéger dans toutes ses sphères et de lutter sur la base de cette organisation. Cela étant dit, il peut aussi être nécessaire de s'appuyer sur des organisations militaires pour faire face aux attaques du système étatiste et pour protéger la société dans toute sa diversité, ce qui rentre dans le cadre de l'auto-défense. Toutefois, ce type d'organisation militaire, destiné à la protection et à la réorganisation de la société, ne saurait être considéré simplement comme organisation militaire. Les forces militaires au service de la société, c'est-à-dire les forces d'auto-défense fondamentales, ont pour mission de jouer le rôle de catalyseur afin d'accélérer et de protéger la lutte de la société démocratique. Les forces militaires qui s'éloignent de ces fonctions finissent toujours par devenir des forces d'agression instrumentalisées par les puissances hégémoniques.

L'auto-défense ne stipule pas uniquement l'existence d'une structure armée ; bien qu'elle ne rejette pas l'usage de la force lorsque nécessaire, ce concept va bien au-delà et représente l'organisation de toutes les sphères de la société en lien avec sa vie et son identité. Les décisions prises à cet effet reflètent la volonté de la société et sont appliquées à l'instigation de celle-ci. Les valeurs du peuple et du pays, usurpées par les puissances colonialistes, sont récupérées et retournées à leur statut de valeurs sociales dans un acte d'auto-défense. La société doit arriver à une position où elle est à même de protéger ses valeurs et de recouvrer ses droits usurpés, afin de pouvoir se gouverner. Ceci est la voie vers la création d'une nation démocratique.

Les femmes, section de la société la plus sujette à l'oppression, doivent aussi disposer d'un mécanisme d'auto-défense. Au sein du système patriarcal, tous les droits des femmes étaient usurpés, et c'est par la formation de leurs propres mécanismes d'auto-défense que les femmes peuvent lutter contre ces politiques de dévalorisation, de harcèlement, de viol et de massacre. Pour cette raison, elles doivent connaître leur histoire, créer leurs propres organisations et institutions, se créer un espace qui leur soit propre dans tous les domaines de la vie et, si nécessaire, créer leurs propres forces militaires.

Un aspect important et indispensable du programme du KCK pour la construction d'une nation démocratique relève de l'association de l'auto-défense à un mécanisme permanent. Les États-nations, seuls monopoles armés, seront sans pitié s'ils obtiennent l'opportunité de mettre en œuvre de nouvelles politiques de négociation, d'annihilation et d'assimilation. Ces politiques ont conduit le KCK à adopter un système d'auto-défense permanent. L'exigence minimale pour une coexistence avec les États-nations réside dans la garantie constitutionnelle de l'identité et de l'existence kurdes ; toutefois, une telle garantie n'est pas suffisante et des mesures concrètes doivent renforcer cette garantie au moyen de statuts juridiques. À l'exception de forces de défense nationale communes, réservées à la prévention des menaces extérieures, la société kurde doit assurer sa propre sécurité. En effet, une société ne peut garantir sa sécurité intérieure qu'en accord avec ses propres besoins et, par conséquent, les États-nations concernés (les États-nations centralisés de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie) doivent conduire d'importantes réformes dans leurs politiques de sécurité intérieure.

Si un compromis ne peut être trouvé avec les États-nations concernés, le KCK devra organiser le statut qualitatif et quantitatif de ses propres forces d'auto-défense, en accord avec ses besoins et sur la base de la protection de la construction unilatérale de la nation démocratique dans toutes ses dimensions.

9- La diplomatie

La diplomatie entre États-nations est une des activités les plus développées par ceux-ci. La diplomatie définit les activités précédant la guerre entre les États-nations ; elle peut même être considérée comme une phase préparatoire à leurs guerres historiques. L'histoire a toujours contenu de précieux rituels d'expression des relations de voisinage entre différents types d'unités communales. L'institutionnalisation de cette relation par les États-nations est liée à la modernité capitaliste et à sa soif de profit ; en effet, si les relations pacifiques génèrent plus de profit, alors la guerre n'est pas nécessaire. L'objectif de la diplomatie réside donc dans l'établissement de relations de profit. Si le profit maximal se trouve dans la guerre, en revanche, les forces diplomatiques se verront incapables d'empêcher une guerre profitable, mettant alors fin au besoin de diplomatie. La diplomatie a été réduite à la logique du profit ; elle n'a, désormais, plus aucun lien avec les relations inter-sociétales pleines de sens qui ont existé tout au long de l'histoire. La diplomatie est devenu un outil de manipulation dans le jeu des guerres profitables entre les États-nations.

La diplomatie de la nation démocratique doit, tout d'abord, créer une plate-forme commune entre les Kurdes qui sont fragmentés et divisés de diverses façons. Toutes les autres activités diplomatiques, en particulier celles que chaque organisation souhaite développer de son propre chef et selon ses propres intérêts, ont fait plus de mal que de bien et ont conduit à une fragmentation accrue et à l'apparition de conflits et de divisions entre les Kurdes. Pour cette raison, la priorité principale de la diplomatie kurde doit résider dans l'établissement d'un Congrès National Démocratique. La diplomatie basée sur l'État fédéral kurdo-irakien est importante, mais ne saurait satisfaire les besoins de l'ensemble du peuple kurde, que cet État n'a ni la capacité, ni les moyens de satisfaire. Seul un Congrès National Démocratique peut permettre de développer une diplomatie répondant aux

besoins de tous les Kurdes et, par conséquent, la tâche première doit être de rassembler le Congrès National Démocratique et de déclarer sa fondation en tant qu'organisation nationale et démocratique intégrée, globale et permanente. Il est clair que, pour un certain temps encore, des relations faites de contradictions idéologiques et politiques continueront d'exister entre le KCK, au cœur du processus de construction d'une nation démocratique, et le gouvernement régional du Kurdistan au sein de la construction nationale-étatiste irakienne. À cet égard, le Congrès National Démocratique peut fonctionner en tant qu'organisation parapluie vouée à la recherche de solutions.

Une fois redevenue un outil de paix et de solidarité, porteur d'échanges créatifs entre les sociétés, la diplomatie sert essentiellement à la résolution des problèmes. La diplomatie de la nation démocratique est un outil de paix et de relations bénéfiques, et non de guerres. Elle renvoie à une mission d'une grande valeur politique et éthique, menée par des personnes sages et influentes, et joue un rôle important dans le développement et le maintien de processus bilatéraux mutuellement bénéfiques et de relations amicales, en particulier entre des peuples voisins et des communautés liées. Il s'agit de la force constructrice de socialités communes et de la synthèse des sociétés à un niveau plus élevé. La diplomatie de la nation démocratique est à même de jouer un rôle durable et de proposer, dans le contexte de la modernité démocratique, des solutions au chaos et aux conflits endurés par les peuples et les nations du Moyen-Orient en raison de la diplomatie nationale-étatique. L'union globale des nations démocratiques, alternative à l'ONU, se trouve dans la Confédération mondiale des nations démocratiques, et de telles confédérations de nations peuvent également être formées par des continents et des régions culturelles.

6. En quête d'une solution via la nation démocratique

La construction de la nation démocratique au Kurdistan est la nouvelle expression sociétale et historique de l'existence kurde et de sa vie libre, qui requiert à la fois une transformation et une teneur pratiques et théoriques. Elle représente une vérité qui nécessite une dévotion digne d'un amour réel. Sur ce chemin, il n'y a pas de place pour les amours artificiels ni pour les voyageurs ayant peur de l'engagement. Une fois engagés sur cette voie, la question de quand la construction de la nation démocratique sera réalisée est redondante. Il s'agit, en effet, d'une construction qui ne sera jamais terminée, d'un processus en cours. La construction de la nation démocratique a la liberté de se recréer à chaque instant. En termes sociétaux, il ne peut y avoir de réalité ou d'utopie plus ambitieuse. En accord avec leur réalité historique et sociétale, les Kurdes se sont tournés avec vigueur vers la construction d'une nation démocratique. Ils n'ont rien perdu en se débarrassant du dieu de l'État-nation, auquel ils n'ont jamais cru ; au contraire, ils se sont débarrassés d'un lourd fardeau qui les a amenés au bord de l'annihilation, et ont gagné l'opportunité de devenir une nation démocratique.

Les Kurdes, en tant que société et en tant qu'individus, doivent concevoir, intérioriser et mettre en œuvre la construction d'une nation démocratique comme synthèse de toutes les expressions de vérité et de résistance de leur histoire, des plus anciennes croyances en des déesses fertiles jusqu'à nos jours, en passant par le zoroastrisme et l'islam. Les vérités enseignées par tous les

courants philosophiques, mythologiques et religieux du passé, ainsi que par les sciences sociales contemporaines, et exprimées individuellement et collectivement dans toutes les rébellions et guerres de résistance, sont représentées dans l'esprit et le corps de la construction d'une nation démocratique. Cette réalité et son expression de vérité furent mon point de départ, non seulement quand j'ai refondé, à plusieurs reprises, ma propre personnalité dans le passé, mais en particulier aujourd'hui alors que j'essaye de mener une refondation de tous les instants. Je me suis ainsi socialisé librement, et la concrétisation de ce projet se trouve dans la nation démocratique, en contexte kurde, et dans la modernité démocratique, pour les peuples et individus opprimés du Moyen-Orient et l'ensemble de l'humanité.

Il est évident qu'il nous faut empêcher le libéralisme d'effriter et de dissoudre ces courants positifs de démocratisation sous son hégémonie matérielle et idéologique, comme cela a si souvent été le cas par le passé. La tâche la plus stratégique réside dans l'unification non seulement de tous les adversaires du système, mais aussi du courant de la société historique et de toutes ses formations politiques urbaines, locales et régionales, au sein d'une structure politique et idéologique nouvelle. À cet égard, il nous faut développer un programme et des structures d'organisation et d'action, associées à un travail théorique exhaustif. Au vingt-et-unième siècle, les conditions sont réunies pour empêcher nos structures de subir le même sort que les structures confédérales éliminées par les États-nations au milieu du dix-neuvième siècle, et pour assurer la victoire du confédéralisme démocratique. Pour que la modernité démocratique se sorte de la crise prolongée et profonde que nous traversons, que seul les processus de gestion de crises de l'époque de la modernité du capital financier ont pour l'instant pu contenir, la capacité à accomplir avec succès les devoirs moraux, intellectuels et politiques de la reconstruction n'a jamais revêtu une aussi grande importance.

7. Conclusion

Si de nouveaux partis orientés vers la liberté et l'égalité veulent être crédibles, ils doivent développer des politiques et des formes sociales qui ne soient pas centrées sur l'État. L'alternative à l'État est la démocratie. De nombreux chemins ont été empruntés pour tenter de lutter contre l'État et ils ont tous échoué, à l'exception de celui-ci. Contrairement à une opinion courante, la démocratie n'est pas une des formes de l'État capitaliste. Qui plus est, seule la démocratie est à même de réduire les prérogatives de l'État et de les restreindre au cadre de la loi. Renverser un État ne suffit pas à renverser la culture étatique, et un nouvel État peut alors être établi pour combler le vide ainsi créé. Seule la démocratie évolue dans le même domaine que l'État et, en réduisant la portée de celui-ci, elle accroît la sphère de liberté de la société. Ainsi, elle peut réduire l'appropriation des valeurs sociétales par l'État et se rapprocher un peu plus de l'égalité.

Nous considérons donc la démocratie comme mode d'auto-gouvernance d'une société non-étatique. La démocratie est une gouvernance sans être État, elle est le pouvoir des communautés à se gouverner sans l'État. Contrairement à la conviction populaire, la société humaine a eu, depuis sa formation, plus d'expérience de la démocratie qu'elle n'en a eu de l'État ; la diffusion intensive de cette démocratie à l'échelle d'une nation ou d'un pays a, elle, été plus rare. Toutefois, l'émergence de la société est un processus communal et démocratique ; en l'absence de communalité ou d'un réflexe démocratique, il est impossible pour une

société d'être gouvernée uniquement par l'État. Celui-ci ne peut gouverner qu'en se diffusant aux dépens de la communalité et de la démocratie. La communalité de la société, issue du besoin de coexistence et associée à un courant démocratique, permet l'émergence de l'État et c'est de celle-ci qu'il se nourrit. Il existe une relation dialectique entre ces deux éléments. Ainsi, lorsque la société et la civilisation se rencontrent, l'État et la démocratie entrent en pleine contradiction, la croissance de l'un amenant à l'effritement de l'autre et vice-versa. La démocratie pleine est l'absence d'État, et la souveraineté étatique totale est la négation de la démocratie. Seul un État peut en renverser un autre ; la démocratie ne renverse pas l'État, tout au plus peut-elle ouvrir la voie à la création d'un nouvel État, comme ce fut le cas avec le socialisme réel. La fonction fondamentale de la démocratie est, dès lors, d'augmenter les opportunités de liberté et d'égalité en réduisant le rôle de l'État et en desserrant l'emprise de celui-ci sur la société. Vers la fin de ce processus, il est possible que l'État devienne redondant et disparaisse. La conclusion à tirer de ceci est que la relation entre État et démocratie est une relation de transcendance, et non de renversement.

Par cette brève analyse, j'ai souhaité souligner l'erreur fondamentale que nous, en tant que parti à la vision du monde étatiste, avons commis à nos débuts. Les partis étatistes, qu'ils atteignent ou non leur but, ne peuvent parvenir à leurs objectifs de démocratie, de liberté et d'égalité par la formation d'un État. Sans changer de direction, il est impossible de devenir un parti libertaire et égalitaire. En résumé, un renouvellement impliquant la sortie d'une théorie, d'un programme, d'une stratégie et de tactiques étatistes, représente la voie à suivre pour devenir un parti socialiste et démocratique. Nous avons, en effet, besoin d'une théorie, d'un programme, d'une stratégie et de tactiques socialistes et démocratiques qui ne soient pas centrées autour de l'État. Une auto-critique développée dans ce contexte sera constructive ;

autrement, les anciennes méthodes persisteront sous de nouvelles appellations. Cette réalité est suffisamment démontrée par l'état dans lequel se trouvent le socialisme réels, les sociaux démocrates et les partis de libération nationaux.

Comme cela a souvent été le cas des forces démocratiques et des forces civilisationnelles tout au long de l'histoire, les forces de la modernité capitaliste et les forces de la modernité démocratique peuvent accepter leur existence et leurs identités mutuelles et coexister en paix, sur la base d'une reconnaissance des gouvernances autonomes et démocratiques. Dans cette perspective, les formations politiques démocratiques et confédérales peuvent coexister en paix avec des formations nationales-étatiques, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de ces États-nations.

La modernité capitaliste ne survit que sur la base du capitalisme, de l'industrialisme et du national-étatisme, tandis que la modernité démocratique ne peut émerger que via la communalité démocratique, l'industrie écologique et la nation démocratique. Telle est la proposition que j'ai ici tenté d'esquisser. La communalité démocratique, telle que je l'ai définie, ne correspond pas à l'égalitarisme d'une société homogène, mais à un type de communautés, qu'il s'agisse de communautés de femmes et d'hommes, de communautés sportives, artistiques et industrielles, de communautés d'intellectuels et de bergers, de tribus et d'entreprises, de familles et de nations, de villages et de villes, de communautés locales et universelles, de communautés claniques à des sociétés globales. Les communautés éco-industrielles sont des communautés au sein desquelles la société éco-industrielle, la société agricole des villages, et la société industrielle des villes se nourrissent les unes des autres et sont clairement alignées avec un projet écologique. J'ai également proposé une définition de la nation démocratique, un nouveau type de nation qui englobe toutes les entités culturelles, ethniques et religieuses et intègre des communautés urbaines, locales, régionales et nationales organi-

sées en formations politiques démocratiques et autonomes sous la forme politique principale du confédéralisme démocratique. La nation démocratique est, face aux monstres nationaux-étatistes, une nation aux formations politiques et aux identités plurielles, riche de son multiculturalisme.

L'analyse des cinq mille ans d'histoire civilisationnelle, effectuée sous le prisme de ses deux pôles conflictuels, démontre que ceux-ci continueront de coexister pour encore un certain temps. L'élimination de l'un des pôles par l'autre n'est pas envisageable dans un futur proche, et ceci ne semble, de plus, pas réaliste d'un point de vue dialectique. L'intransigeance du socialisme réel à cet égard, et ses tentatives de mettre en place son propre système sans avoir, au préalable, procédé à une analyse de la civilisation et de la modernité, ont conduit à sa propre dissolution. Cette bipolarité doit, en effet, être prise en compte dans tous nos travaux pratiques et théoriques, et nous devons développer la civilisation et la modernité démocratiques de manière continue dans notre vie quotidienne, en l'enrichissant de nouveaux projets constructifs. Plus nous développons notre système, au moyen de méthodes évolutionnaires et révolutionnaires, plus nous pourrons résoudre de manière positive les questions de durée et d'espace et pérenniser la solution. Le système de la modernité démocratique est, dans ses éléments fondamentaux, adapté à la paix. La nation démocratique, disposant d'une capacité évidente à la création de solutions, représente, depuis la communauté nationale la plus petite jusqu'à une nation mondiale, une option de paix des plus légitimes.

Il est important de procéder à l'institutionnalisation de l'identité communale et démocratique, statut historique des peuples, en les unifiant au moyen de la science contemporaine et des ressources technologiques. Afin de parvenir à créer une structure sociale plus démocratique, libérée et écologique, nous avons avant tout besoin d'une nouvelle structure des sciences sociales. Il ne

nous faut pas non plus oublier que la liberté de la femme est l'élément de démocratisation le plus durable et global. Sans égalité de genre sociétal, aucune liberté ni égalité n'aura de sens.

La démocratie est, aujourd'hui, un besoin naturel aussi vital que l'eau et l'air, notamment pour les peuples du Moyen-Orient. L'histoire a démontré que seule la démocratie a la capacité d'amener le bonheur aux peuples du monde, ce qui est d'autant plus vrai pour les Kurdes. Si ceux-ci peuvent se mobiliser avec succès autour de leur territoire, de leur temps historique et de leurs caractéristiques sociétales, autant d'éléments à la valeur stratégique importante, en faveur de la civilisation démocratique au Moyen-Orient, ils auront accompli leur devoir pour le bien commun de la région et de l'humanité. Cette étude représente une esquisse à cette tâche noble et passionnante.

Sur l'auteur

Né en 1949, Abdullah Öcalan a étudié les sciences politiques à Ankara, avant de devenir le leader du mouvement de libération kurde en tant que dirigeant du PKK, depuis la fondation du mouvement en 1978 jusqu'à son enlèvement, le 15 février 1999. Il demeure considéré comme un stratège de premier plan et l'un des représentants politiques les plus importants du peuple kurde.

Placé à l'isolement sur l'île-prison d'Imralı, Öcalan a écrit plus d'une dizaine de livres qui ont révolutionné la politique kurde. Il a, par ailleurs, engagé à plusieurs reprises des cessez-le-feu unilatéraux de la part de la guérilla, présentant des propositions constructives pour une solution politique à la question kurde.

Le « processus de paix » a démarré en 2009, lorsque l'État turc a répondu à l'appel d'Öcalan pour une résolution politique de la question kurde. Ce processus s'est terminé en avril 2015, lorsque l'État turc a décidé, de manière unilatérale, de mettre fin aux pourparlers et de revenir à une politique d'annihilation et de négation.

Depuis le 27 juillet 2011, Abdullah Öcalan est à nouveau détenu dans l'isolement le plus total sur l'île-prison d'Imralı. Depuis le 5 avril 2015, l'ensemble de la prison est entièrement coupé du monde.

Sur l'Initiative internationale

Le 15 février 1999, le Président du Parti des Travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan, a été enlevé et remis à la république de Turquie, suite à une opération clandestine soutenue par une alliance de services secrets, sous les ordres de leurs gouvernements respectifs. Écœurés par cette violation révoltante du droit international, des intellectuels et représentants d'organisations de la société civile ont mis en place une initiative appelant à la libération d'Abdullah Öcalan. Avec l'ouverture, en mars 1999, d'un bureau central de coordination, l'Initiative internationale « Liberté pour Abdullah Öcalan – Paix au Kurdistan » a commencé ses travaux.

L'Initiative internationale se considère comme une initiative de paix multinationale œuvrant à une résolution pacifique et démocratique de la question kurde. En dépit de ses longues années passées en prison, Abdullah Öcalan est aujourd'hui considéré comme un leader incontesté par la majorité du peuple kurde. Par conséquent, la solution à la question kurde en Turquie est liée de près à sa situation. Architecte principal du processus de paix, toutes les parties s'accordent à voir en lui le moteur de sa réussite, ce qui fait de la liberté d'Abdullah Öcalan un point essentiel à l'ordre du jour.

L'Initiative internationale est déterminée à jouer un rôle actif sur ce point, en diffusant des informations objectives, en effectuant un travail de lobbying et de relations publiques et en menant des campagnes à cet effet. En traduisant et publiant les

carnets de prison d'Abdullah Öcalan, nous souhaitons ainsi promouvoir une meilleure compréhension des origines du conflit et des solutions possibles à celui-ci.

Publications par Abdullah Öcalan

Livres

Carnets de prison I. La feuille de route vers les négociations. 2013.

À paraître et à traduire

Carnets de prison II. Les origines de la civilisation.

Carnets de prison III. Le PKK et la question kurde au XXI^e siècle.

Bir Halkı Savunmak (édition turque, 2004)

Uygarlık: Maskeli Tanrılar ve Örtük Krallar Çağı (Manifeste pour une civilisation démocratique, Volume I) (édition turque, 2009)

Kapitalist Uygarlık: Maskesiz Tanrılar ve Çıplak Krallar Çağı (Manifeste pour une civilisation démocratique, Volume II) (édition turque, 2009)

Özgürlük Sosyolojisi (Manifeste pour une civilisation démocratique, Volume III) (édition turque, 2009)

Ortadoğu'da Uygarlık Krizi ve Demokratik Uygarlık Çözümü (Manifeste pour une civilisation démocratique, Volume IV) (édition turque, 2010)

Kürt Sorunu ve Demokratik Ulus Çözümü (Manifeste pour une civilisation démocratique, Volume V) (édition turque, 2012)

Brochures

Guerre et paix au Kurdistan. 2011.

Confédéralisme démocratique. 2011.

Libérer la vie : la révolution de la femme. 2013.

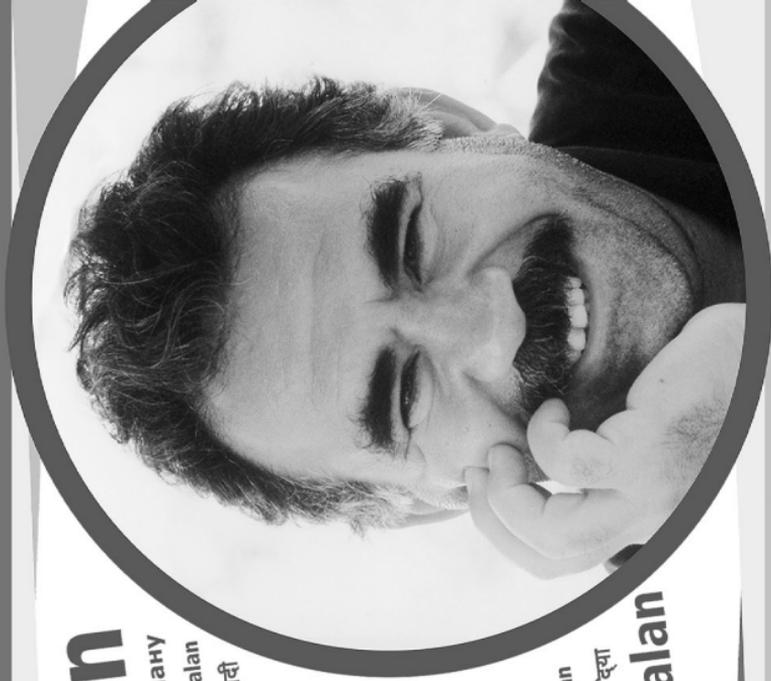
Plus d'informations et de traductions :

www.ocalan-books.com

Free Öcalan

Ազատութիւնն Եռնալիքի Տրոբոճա Օճճալանու
Öcalan askatu آزادی برای اوچالان Libertà per Öcalan
厄賈蘭的自由 Libérez Öcalan ओजलन के लरि आजादी
Frankiz evit Öcalan لتحرر ات اوډشلاان
Libertate lui Öcalan לשחרור את אודשלאן
Vapautta Öcalanille Vapautta Öcalanille
Khululanu u Öcalan Vapautta Öcalanille
Vrijheid voor Öcalan Vrijheid voor Öcalan
Libertad para Öcalan Libertad para Öcalan
Scaoileadh saor Öcalan Scaoileadh saor Öcalan
Liberdade para Öcalan Liberdade para Öcalan
iKachariychik Öcalanta! iKachariychik Öcalanta!
Ελευθερία στον Οτσαλάν Αζαλν τανι मुकुत्ति दिया

Azadî ji bo Öcalan





Publié par :

Initiative internationale « Liberté pour Abdullah Öcalan – Paix au Kurdistan »